

COMPTE RENDU DE LA TRENTIÈME DEUXIÈME SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 11-14 OCTOBRE 2010

La 32^{ème} session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est tenue du 11 au 14 octobre 2010 à Busan, République de Corée. Environ 300 participants se sont concentrés sur deux tâches clés: la révision du champ d'application du rapport de synthèse (SYR) pour le cinquième rapport d'évaluation (RE5); et l'examen des recommandations de l'Examen des processus et procédures du GIEC par le Conseil inter-académique (CIA). Le Groupe a adopté un certain nombre de décisions en réponse à l'Examen du CIA, y compris sur le traitement de la littérature grise et de l'incertitude et sur les processus de traitement des erreurs révélées dans les rapports précédents. Le Groupe a également décidé d'établir des groupes d'action sur les processus et procédures, la communication, la gestion des conflits d'intérêts et la gouvernance, pour le traitement des recommandations nécessitant un examen plus approfondi. Ils ont également approuvé une ébauche révisée pour le SYR du RE5.

Les participants ont par ailleurs examiné la stratégie de communication et le remplacement des membres du Bureau du GIEC. Des rapports d'étape ont été présentés sur le Rapport spécial sur les Sources d'énergies renouvelables et les mesures d'atténuation du changement climatique (SRREN), l'équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (TFI) et le Fonds de Bourse du Prix de la paix du GIEC. Le GIEC a observé une minute de silence à la mémoire de Stephen Schneider et Igor Shiklomanov, et Rajendra Pachauri, président du GIEC, a annoncé que le RE5 sera dédié à Stephen Schneider, qui «a incarné le GIEC.»

BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été établi en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). L'objectif du GIEC est de procéder à l'évaluation des données scientifiques, techniques et socioéconomiques pertinentes à la compréhension des risques

associés aux changements climatiques induits par l'homme, de leurs impacts potentiels et des options pour l'adaptation et l'atténuation. Le GIEC n'entreprend pas de nouvelles recherches et n'assure pas le suivi des données relatives au climat, mais entreprend des évaluations en se fondant sur la littérature scientifique et technique publiée et revue par des pairs.

Le GIEC comprend trois Groupes de travail (GT): le Groupe de travail I (GT I) traite des aspects scientifiques du système climatique et des changements climatiques; le Groupe de travail II (GT II) traite de la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels face aux changements climatiques, des conséquences des changements climatiques et des options offertes en matière d'adaptation; et le Groupe de Travail III

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique du GIEC	1
Compte Rendu de la GIEC 32	3
Approbation du Projet de Rapport de la 31 ^{ème} Session	3
Programme et Budget du GIEC pour 2010-2014 ..	4
Cinquième Rapport d'Évaluation du GIEC (RE5) ..	4
Un Examen des Processus et Procédures du GIEC: Rapport du Conseil Inter-Académique.....	6
Admission des Organisations Observatrices	15
Règles et Procédures pour l'Élection du Bureau du GIEC et du Bureau de Tout Groupe d'Action	15
Remplacement de Membres du Bureau du GIEC ..	15
Questions Relatives à la CCNUCC	15
Autres Rapports d'Étape	15
Plénière de Clôture.....	15
 Analyse de GIEC-32.....	 16
 Prochaine Réunions.....	 18
 Glossaire	 18

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par María Gutiérrez, Ph.D., Leila Mead, et Anna Schulz. Version française: Héléne Kom – Correctrice: Alice Bisiaux. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des États-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), et le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2010, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), le gouvernement d'Islande, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Le financement de la version espagnole du *Bulletin* est financée par le ministère espagnol de l'environnement et des affaires rurales et marines. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.

(GT III) traite des options offertes en matière de limitation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'atténuation des changements climatiques. Chaque GT compte deux co-présidents et six vice-présidents, à l'exception du GT II qui, pour le cycle de la Cinquième évaluation dispose de trois co-présidents. Les co-présidents guident les GT dans l'accomplissement des mandats qui leur sont assignés par le GIEC, et sont assistés dans cette tâche par des Unités d'appui technique (UAT).

Le GIEC dispose également du TFI, qui supervise le Programme des inventaires nationaux des GES du GIEC qui vise à élaborer et à affiner une méthodologie approuvée à l'échelon international et un logiciel pour le calcul et le compte rendu des émissions et des suppressions nationales des GES, et à encourager l'utilisation de cette méthodologie par les signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Bureau du GIEC est élu par le Groupe pour la durée de l'élaboration d'un Rapport d'évaluation du GIEC (six ans environ). Son rôle consiste à aider le président du GIEC dans la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC. Le Bureau est composé d'experts en changement climatique représentant l'ensemble des régions. Le Bureau compte actuellement 31 membres: le président du GIEC, les co-présidents des trois GT et le Bureau du TFI (TFB), les vice-présidents du GIEC et les vice-présidents des trois GT. Le Secrétariat du GIEC est basé à Genève, en Suisse, et est hébergé par l'OMM.

RAPPORTS DU GIEC: Depuis sa mise en place, le GIEC a élaboré une série d'évaluations exhaustives, des rapports spéciaux et des documents techniques qui fournissent des informations scientifiques sur les changements climatiques à la communauté internationale, notamment aux décideurs et au grand public. Cette information a joué un rôle important dans l'encadrement des politiques nationales et internationales.

Le GIEC a réalisé à ce jour quatre évaluations exhaustives des changements climatiques dont chacune joue un rôle clé dans l'avancement des négociations menées au titre de la CCNUCC: le Premier Rapport d'Évaluation a été achevé en 1990; le Deuxième Rapport d'Évaluation en 1995; le Troisième Rapport d'Évaluation en 2001; et le Quatrième Rapport d'Évaluation (RE4) en 2007. À sa 28^{ème} session en 2008, le GIEC a décidé d'élaborer un RE5 et de l'achever en 2014.

Le RE4 est structuré en trois volumes, un pour chacun des GT. Chaque volume comprend un Résumé à l'intention des décideurs (SPM), un Résumé technique et un rapport fondamental. Toutes les sections du RE4 passent par un processus d'examen approfondi qui se déroule en trois étapes: un premier examen par les experts, un second examen par les experts et les gouvernements, et un troisième examen par les gouvernements. Le SPM est approuvé ligne par ligne, par le GIEC. Le RE4 comprend également un SYR qui met en évidence les aspects les plus pertinents des rapports des trois GT, et un SPM du SYR à l'intention des décideurs, également approuvé ligne par ligne par le GIEC. En tout, plus de 450 auteurs principaux, 800 auteurs, 2500 réviseurs-experts et 130 gouvernements ont pris part à l'élaboration du RE4.

En plus des évaluations complètes entreprises, le GIEC produit des rapports spéciaux, des rapports méthodologiques et des documents techniques, se concentrant sur des questions spécifiques liées aux changements climatiques. Les rapports

spéciaux élaborés par le GIEC comprennent: les impacts régionaux des changements climatiques: une évaluation de la vulnérabilité (1997); l'aviation et l'atmosphère planétaire (1999); l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (2000); les questions méthodologiques et techniques dans le transfert de technologies (2000); la sauvegarde de la couche d'ozone et du système climatique mondial (2005), et le captage et le stockage du dioxyde de carbone (2005). Deux autres rapports spéciaux sont actuellement en préparation: un rapport sur les SRREN, entrepris sous la direction du GT III pour publication en 2011; et l'autre sur Gérer les risques d'événements extrêmes et des catastrophes pour améliorer l'adaptation au changement climatique (SREX), élaboré dans le cadre du GT I, sera achevé en 2011. Des documents techniques ont été préparés sur, entre autres, les Changements climatiques et la biodiversité (2002) et sur les Changements Climatiques et l'Eau (2008).

Le GIEC élabore également des rapports méthodologiques ou des lignes directrices pour aider les pays dans la préparation des rapports sur les GES. Les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux des GES ont été d'abord publiées en 1994 et une version révisée a été achevée en 1996. De nouveaux rapports sur les bonnes pratiques ont été approuvés par le GIEC en 2000 et 2003. La version la plus récente, les Lignes directrices 2006 du GIEC relatives aux inventaires nationaux des GES, a été approuvée par le Groupe en 2006.

Pour tout ce travail et sa contribution pour «construire et diffuser une meilleure connaissance des changements climatiques imputables à l'homme, et jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements», le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix, conjointement avec Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, en décembre 2007.

GIEC-28: Cette session s'est tenue du 9 au 10 avril 2008 à Budapest, en Hongrie. Les débats ont porté sur l'avenir du GIEC, y compris les principaux aspects de son programme de travail tels que la structure des GT, le type principal et le calendrier des rapports à venir, et la future structure du Bureau du GIEC et du TFB. À cette session, le GIEC a accepté d'élaborer le RE5 et de conserver la structure actuelle de ses GT. Afin de permettre un usage important des nouveaux scénarios dans le RE5, le Groupe a demandé au Bureau de veiller à ce que le rapport du GT I soit livré au début de 2013, et que les rapports des autres GT et le SYR soient finalisés dès le début de 2014. Le Groupe a également convenu d'élaborer le Rapport spécial sur les SRREN qui devra être achevée avant 2010.

GIEC-29: Cette session, qui a commémoré le 20^e anniversaire du GIEC, s'est déroulée du 31 août au 4 septembre 2008 à Genève, en Suisse. Au cours de la réunion, le Groupe a élu le nouveau Bureau du GIEC et le TFB; Rajendra Pachauri a été réélu au poste de président du GIEC. Le Groupe a également repris ses discussions sur l'avenir du GIEC et convenu d'instituer une bourse d'études pour les jeunes chercheurs en changements climatiques des pays en développement avec les fonds du prix Nobel, et demandé au Bureau de prévoir une réunion de cadrage sur le Rapport de SREX, réunion qui s'est déroulée du 23 au 26 mars 2009, à Oslo, en Norvège.

GIEC-30: Cette session s'est tenue du 21 au 23 avril 2009 à Antalya, en Turquie. Au cours de la réunion, le Groupe s'est focalisé sur l'avenir à court terme du GIEC et sur le cadrage du RE5, et a élaboré un certain nombre de propositions à cet

égard. Les propositions relatives au cadrage du rapport ont été transmises sous forme de directives à la réunion de cadrage du RE5. Cette réunion, qui a eu lieu du 13 au 17 juillet 2009 à Venise, en Italie, a rassemblé des experts en changements climatiques pour présenter l'ébauche des chapitres sur les contributions des GT au RE5.

GIEC-31: Cette session s'est déroulée du 26 au 29 octobre 2009 à Bali, Indonésie. Les discussions ont porté sur l'approbation de l'ébauche des chapitres proposée, élaborée par les participants à la réunion de cadrage de Venise. Le Groupe a également examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions prises à la GIEC 30 concernant la participation des scientifiques des pays en développement et des pays à économie en transition, l'utilisation des technologies électroniques et l'avenir à long terme du GIEC.

EXAMEN DU CONSEIL INTER ACADÉMIQUE: En réponse à la critique publique du GIEC liée à des inexactitudes contenues dans le RE4, Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies et Rajendra Pachauri, président du GIEC, ont demandé au CIA d'entreprendre un examen indépendant des processus et procédures du GIEC et de présenter des recommandations pour renforcer le GIEC et assurer la qualité de ses rapports. En mai 2010, le Conseil d'administration du CIA a mis sur pied un Comité d'Examen de 12 membres présidé par Harold Shapiro, président émérite de l'Université de Princeton. Le Comité d'Examen s'est réuni trois fois entre mai et juillet 2010 pour recueillir les différents points de vue des membres du GIEC, des fonctionnaires des Nations Unies et autres experts. Des entrevues ont été organisées, et un questionnaire mis à la disposition du public via l'Internet a également contribué au processus. Suite à un examen du projet de rapport, le rapport final a été approuvé en août 2010.

L'Examen du CIA présente des recommandations sur: la structure de la gestion; une stratégie de communication incluant un plan de réponse aux crises; la transparence, en particulier, les critères de sélection des participants et le type d'information scientifique et technique à évaluer; et la cohérence dans la manière dont les GT caractérisent l'incertitude.

COMPTE RENDU DE LA GIEC 32

Le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Rajendra Pachauri, a ouvert la 32^e session du GIEC le lundi 11 octobre 2010, en soulignant les progrès accomplis dans l'élaboration du Cinquième Rapport d'Évaluation (RE5), y compris la sélection de 831 auteurs et éditeurs. Il a déclaré que l'année écoulée a été une période difficile pour le GIEC, mais a souligné la conclusion du Conseil inter académique (CIA) que «le GIEC peut revendiquer de nombreuses réalisations à son actif», et que «le processus d'évaluation est globalement réussi». Soulignant la nécessité de prendre des mesures au cours de cette session, le président Pachauri a insisté sur un processus mené par les gouvernements et transparent pour traiter les recommandations du CIA.

Lee Maanee, Ministre de l'Environnement de la République de Corée, a parlé de la vision de la croissance verte mondiale de son pays et de son engagement à réduire les émissions de 30% au-dessous des niveaux habituels d'ici 2020. Il a également souligné l'importance de la coopération internationale et la nécessité d'échange d'expériences et d'expertise.

L'ancien Premier Ministre Han Seung-soo, président de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), République de Corée, a déclaré que bien que les récents pourparlers de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Tianjin assombrissent les perspectives d'un résultat à Cancun et que l'on n'entrevoit pas un accord post-Kyoto, le changement de la perception publique sur la nécessité de combattre les changements climatiques est impressionnant. Il a parlé de l'objectif du GGGI qui est de partager les nouvelles solutions économiques pratiques afin de réduire les émissions sans conséquence pour leur potentiel de développement, et a appelé les délégués à soutenir la candidature de la Corée pour accueillir la Conférence des Parties (CdP) à la CCNUCC en 2012.

Chun Byung-Seong, de l'Association météorologique de Corée (KMA), a déclaré que la Corée n'est pas à l'abri de la tendance mondiale d'accroissement des phénomènes météorologiques extrêmes qui font les gros titres dans les journaux et sur les ondes. Il a parlé des travaux de KMA sur les scénarios détaillés des changements climatiques dans la péninsule coréenne et à l'échelle régionale.

Hur Nam-sik, Maire de Busan, a parlé du modèle coréen de croissance verte et souligné que Busan accueille un certain nombre d'organisations, y compris l'Unité de coordination régionale du Plan d'action du Pacifique Nord-Ouest et le Centre climatologique de Coopération économique Asie-Pacifique.

Peter Gilruth, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a présenté une déclaration au nom du Directeur exécutif du PNUE Achim Steiner, qui souligne que cette réunion porte sur le leadership, la restauration de la confiance publique et le renforcement du GIEC.

Jeremiah Lengoasa, Secrétaire général adjoint de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a parlé des programmes de l'OMM, parmi lesquels le Programme mondial de recherche sur le climat et le Système mondial d'observation du climat, et a déclaré que tous les programmes contribuent fondamentalement aux travaux du GIEC.

Dans un message enregistré, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, a déclaré que le GIEC est le roc sur lequel les gouvernements fondent les politiques de changement climatique. Elle a souligné que le rôle du GIEC dans l'introduction de la clarté dans la science du changement climatique n'a jamais été plus urgent ou essentiel, la confusion récente ayant réduit la volonté des gouvernements d'agir. Elle a attiré l'attention sur les grandes attentes et les impacts du RE5 sur le processus de négociation de la CCNUCC.

Le Groupe a ensuite adopté l'ordre du jour (IPCC-XXXII/Doc.1).

APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA 31ÈME SESSION

Le lundi matin, le Groupe a procédé à l'adoption du projet de rapport de la GIEC 31 (IPCC-XXXII/Doc.2, Rev.1). Une référence au travail du groupe sur l'avenir du GIEC lors de la GIEC 31 a été corrigée pour indiquer sa finalisation après la production d'une série de recommandations qui seront reprises vers la fin du cycle d'évaluation. Suite à cette correction le rapport a été adopté.

PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC POUR 2010-2014

Ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXII/Doc.3, Add.1 et Add.2) a été abordé par le Groupe en séance plénière le lundi matin et examiné en profondeur par l'Équipe spéciale sur le financement (FTT) co-présidé par Conchita Martinez (Espagne) et Ismail El Gizouli (Soudan).

Lors de la plénière, Renate Christ, Secrétaire du GIEC, a présenté un aperçu du projet de programme du Fonds d'affectation spéciale et le budget du GIEC. Elle a indiqué que les dépenses sont en augmentation et devraient dépasser le budget alloué; elle a souligné l'importance des contributions des parties au Fonds d'affectation spéciale du GIEC.

Le représentant d'Australie, appuyé par l'Allemagne, a appelé à un examen des fondements structurels du budget au-delà des contributions gouvernementales et à une bonne analyse des priorités, étant donné notamment les contraintes financières que subissent les économies nationales à travers le monde. Soutenu par l'Allemagne, il a attiré l'attention sur les implications budgétaires des décisions prises lors de cette session. En réponse à une question de la Belgique, Renate Christ, la Secrétaire, a indiqué que le Groupe avait statué sur la nature volontaire des contributions et qu'il revient au Groupe de revoir cette décision. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis ont appelé à la reconnaissance des contributions historiques, y compris les contributions en nature pour les unités d'appui technique (UAT). La Norvège a appelé l'attention sur sa contribution de 200 000 Francs Suisses au Fonds d'affectation spéciale, en soulignant la participation des pays en développement et, à propos du Rapport de SREX, a indiqué son intention de fournir un soutien pour la tenue d'une réunion sur ce rapport dans un pays en développement. L'Espagne a souligné une augmentation de sa contribution de 30 à 35%.

Au cours de la plénière de clôture, le rapport de la FTT a mis en relief les recommandations du groupe d'améliorer l'exhaustivité et la transparence, ainsi que les discussions prolongées sur les questions liées aux déplacements. La FTT a également attiré l'attention sur le fait que le GIEC subira en 2012 des pressions budgétaires résultant du RE5. La Suisse et le coprésident du Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFI) ont soulevé d'autres questions sur la transparence et la clarté dans le budget présenté initialement. Une proposition du Secrétariat relative à un poste P-5 temporaire pour la gestion du programme de bourse d'études du GIEC n'a pas été approuvée.

Conclusions du GIEC: Dans ses conclusions, le Groupe a demandé au Secrétariat: d'établir, dans les limites du possible, une liste de toutes les activités en nature qui sera annexée aux documents du futur budget; d'établir une liste des hypothèses qui sous-tendent les coûts; et de fournir pour la FTT à la GIEC 33, un programme stratégique et un document de budget montrant les revenus attendus, le budget prévu et les dépenses du projet par source, pour la durée du cycle du RE5. Le Groupe a par ailleurs demandé au président d'écrire au Secrétaire général de l'OMM pour souligner l'importance, pour les activités du GIEC, des arrangements de voyage efficaces et rentables, et a appelé les pays développés membres à prendre en charge les frais de déplacements de leurs experts, conformément à l'usage. Soulignant que le budget est en augmentation et que la pression des besoins en ressources s'accroîtra au cours de la période de RE5, avec le budget qui devrait dépasser 10 millions de Francs

Suisses en 2011, le Groupe a en outre: souligné la nécessité d'aligner, à la GIEC 33, le budget sur toutes questions découlant des décisions de la plénière et relatives à l'Examen du CIA; insisté sur la nécessité d'assurer l'alignement des programmes sur le budget dans l'ensemble du cycle de RE5; et a appelé les pays à maintenir et à augmenter le niveau de leurs contributions.

**CINQUIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION DU GIEC (RE5)
PORTEE, CONTENU ET PROCESSUS DE
PREPARATION DU RAPPORT DE SYNTHESE DU**

RE5: La portée, le contenu et le processus de préparation du Rapport de synthèse (SYR) du RE5 (IPCC-XXXII/Doc.4) ont d'abord été examinés en séance plénière le lundi matin, et les participants y ont fait des déclarations générales sur la portée, la durée et le calendrier du SYR. Le débat a été centré sur la révision d'une ébauche du SYR élaborée lors d'une réunion de cadrage consacrée au SYR, tenue à Liège, Belgique, en août 2010. L'ébauche proposée comprenait cinq thèmes: (1) les changements observés et leurs causes; (2) les changements futurs (à court et à long terme); (3) les réponses; (4) les transformations et les changements dans les systèmes; et (5) la Science au service de l'Article 2 de la CCNUCC.

À propos de la portée, l'Allemagne et d'autres pays ont appuyé l'idée d'un thème distinct sur l'Article 2 de la CCNUCC, et le Royaume-Uni et la Norvège ont suggéré de l'introduire à la suite du Thème 2 (Changements à venir) et avant la discussion sur les voies de transformation. Par contre, les États-Unis, le Canada et l'Australie ont soutenu que l'Article 2 de la CCNUCC devrait être intégré dans la structure, et ne pas faire l'objet d'un thème à part.

Le Royaume-Uni et la Norvège, contrés par le Canada, ont soutenu l'inclusion dans le SYR, d'une section sur la géo-ingénierie, tandis que la Norvège a souligné la nécessité d'examiner les avantages et les risques des différentes options de la géo-ingénierie. La Norvège a également proposé d'ajouter une référence aux impacts sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement dans le thème sur les réponses, alors que la Suède et la Norvège ont souligné que le SYR devrait parler des co-avantages et des compromis entre la pollution atmosphérique et le changement climatique.

La Suisse a exprimé sa préoccupation à propos de l'intégration de la mine d'informations, en particulier les aspects régionaux; elle a déclaré que les Thèmes 3 (réponses) et 4 (transformations et changements dans les systèmes) devraient aborder plus clairement le court terme par opposition au long terme. Le représentant des États-Unis a souligné que la structure actuelle n'est pas facile à comprendre et a relevé des chevauchements, tandis que l'Australie a déclaré que le SYR devra intégrer, et non pas résumer, les trois rapports des GT, et que l'atténuation et l'adaptation devraient être traitées simultanément. Rappelant la recommandation du CIA au GIEC d'examiner toute la gamme des points de vue, le représentant des Pays-Bas, soutenu par la Slovénie et contré par l'Australie, a suggéré l'inclusion d'autres théories, y compris les vues des climato sceptiques, afin de leur apporter une évaluation scientifique dans les rapports du GT et le SYR.

Pour ce qui est du calendrier, les États-Unis et les Pays-Bas, appuyés par l'Australie, ont déclaré que le rapport du GT III devra être approuvé avant le SYR, et le représentant des Pays-Bas a demandé que la date d'approbation du SYR soit déplacée

de septembre à novembre 2014 et que le Secrétariat de la CCNUCC programme la CdP 20 en décembre 2014, afin que les résultats du RE5 puissent y être présentés.

Les délégués ont également débattu de la longueur du SYR et de la gestion, et le représentant des États-Unis a indiqué que les co-présidents des GT ainsi que des UAT devront être impliqués à chaque étape de la prise de décision et rendre compte directement au président du GIEC, plutôt qu'au Secrétariat.

Les discussions se sont poursuivies au sein du groupe de contact de mardi à jeudi, sous la coprésidence d'Antonina Boncheva (Mexique) et de Nicolas Bériot (France), avec David Wratt (Nouvelle-Zélande) comme rapporteur. Plusieurs délégués ont prévenu que le Thème 5 (Appui scientifique, Article 2 de la CCNUCC) pourrait influencer la politique. Le représentant des États-Unis a déclaré que l'Article 2 de la CCNUCC était un objectif d'atténuation négocié sur la base d'arguments politiques, et ne contient pas de référence aux impacts les plus pertinents pour les décideurs. Le Canada a argué que la science ne peut pas soutenir l'Article 2 de la CCNUCC, bien qu'il soit utile pour éclairer la prise des décisions y afférentes. Soutenu par l'Arabie saoudite, il a réitéré sa préoccupation au sujet du titre qui ne transmet pas un message suffisamment politiquement neutre. Le Brésil a déclaré qu'il est difficile d'aborder l'Article 2 d'un point de vue scientifique, et que le Thème 5 est plus politique que scientifique. Le Royaume-Uni a proposé l'utilisation du terme «stabilisation» plutôt que de faire référence à l'Article 2 de la CCNUCC.

Les délégués ont également examiné la nature et la place du Thème 5 proposé, et la plupart se sont opposés à son inclusion à la fin du SYR. Certains pays, y compris le Canada et l'Australie, ont réaffirmé leur point de vue qu'il s'agit d'une question transversale de par sa nature et qu'elle devra être intégrée dans les autres sujets. Kiribati, le Royaume-Uni, le Danemark, la Belgique et la Norvège ont fait opposition, préférant qu'il soit traité séparément. Le Canada a souligné que lors de la réunion de cadrage, ce sujet n'avait pas reçu autant d'attention que les autres sujets et, avec l'Australie, les Pays-Bas, les États-Unis et d'autres, a suggéré de retirer les informations pertinentes pour l'Article 2 de la CCNUCC des autres thèmes, et de les insérer dans des encadrés, éventuellement dans tout le texte, au lieu de le traiter comme un thème à part. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres se sont opposés à cette présentation sous formes d'encadrés, arguant que les encadrés comportent des contraintes de longueur et de contenu.

Notant que bon nombre des éléments clés de ce thème pourraient relever des risques des changements climatiques, Chris Field, le co-président du GT II, a suggéré qu'un encadré sur l'Article 2 de la CCNUCC pourrait servir de feuille de route, qui permettrait aux lecteurs de faire un détour rétrospectif à travers le SYR et de comprendre les nouvelles découvertes scientifiques pertinentes à cet article. En guise de compromis, le Royaume-Uni, appuyé par l'Allemagne, le Danemark, l'UAT du GT II, la Norvège et d'autres, a proposé un thème séparé sur les risques et les vulnérabilités, qui sera placé avant les Thèmes 3 (réponses) et 4 (transformation systémique et changements dans les systèmes).

Les discussions se sont poursuivies et les délégués ont souligné la difficulté à insérer un nouveau thème à ce stade sans être redondant ou sans nuire à la coordination. En fin de compte, les points clés de la proposition du Royaume-Uni ont été

incorporés dans les thèmes existants. Par exemple, la référence à: «écosystèmes, production alimentaire et développement économique durable» (comme dans l'Article 2 de la CCNUCC) a été incluse sous «Projections des changements et des risques futurs», «géo ingénierie –options possibles, risques et statut» a été ajouté sous «options de réponse» et «impacts et risques», a été ajoutée au titre du Thème 2 (changements à venir).

À propos de la clarté, le groupe a convenu d'utiliser «Mesures d'atténuation et d'adaptation» au lieu de «Réponses» dans le Thème 3. L'Arabie saoudite a appelé à l'inclusion des «effets résiduels» des mesures d'atténuation dans ce thème.

À l'issue d'un bref échange sur la longueur du SYR, le groupe a convenu de limiter le Résumé à l'intention des décideurs (SPM) à huit pages, en excluant les tableaux, les cartes et les illustrations, et le rapport complet à 40 pages, y compris les tableaux, les cartes et les illustrations.

Les délégués ont également examiné le calendrier du SYR dans un groupe de discussion. Soulignant la nécessité de veiller à ce que le travail scientifique ne soit pas compromis et de permettre l'examen de tous les rapports des GT, les délégués ont révisé le calendrier et retardé l'adoption du SYR d'un mois. Cela permettrait de mettre à la disposition des gouvernements une version préliminaire complète révisée à la fin d'octobre pour examen avant la CdP 20 de la CCNUCC.

Le groupe a aussi examiné les éléments du texte de décision, en particulier la manière de refléter que les auteurs jouissent d'une certaine flexibilité quant au contenu, tout en fournissant des directives claires sur la manière dont le thème devra être traité.

Conclusions du GIEC: Le Groupe du GIEC a accepté le document de cadrage du SYR, contenant: la portée, le contenu, la structure du SYR, et la préparation du SYR. La structure comprend quatre thèmes: (1) les changements observés et leurs causes; (2) les futurs changements climatiques, les impacts et les risques; (3) les mesures d'adaptation et d'atténuation, et (4) la transformation et les changements dans les systèmes. La structure comprend en outre un encadré intitulé «Informations relatives à l'Article 2 de la CCNUCC».

Le document contient aussi un calendrier révisé, incluant un report de la date d'approbation du SYR de septembre à fin octobre, afin de permettre un examen par les experts et les gouvernements après achèvement de tous les rapports des trois GT. La sélection des auteurs qui forment le noyau de l'équipe de rédaction du SYR sera aussi légèrement retardée afin de permettre une meilleure répartition des ressources pour les différentes tâches. Ces changements assurent la livraison d'une version préliminaire non éditée du SYR du RE5 à temps pour examen par les gouvernements avant la CdP 20 de la CCNUCC, et pour présentation à cette session.

Le projet de document de cadrage du SYR ne contient qu'une note brève sur l'équipe de rédaction, et les précisions seront fournies conformément aux procédures normales du GIEC. La gestion du SYR sera examinée lors d'une séance plénière du GIEC à venir, en raison du manque de temps pour la discussion.

RAPPORTS D'ÉTAPE ET CALENDRIER DES ACTIVITÉS LIÉES AU RE5: Le co-président du GT III Ottmar Edenhofer, a présenté un rapport sur une proposition contenue dans le rapport d'étape du GT III (IPCC-XXXII/Doc.12) relative à la tenue d'une réunion d'experts sur la géo-ingénierie. Il a indiqué que la réunion visait à répondre au fait

que, bien que la géo- ingénierie comme une option d'atténuation demeure plutôt abstraite et manque une évaluation globale des risques, elle devra être examinée dans le RE5 par tous les trois GT. Edenhofer a expliqué que la réunion examinera les bases scientifiques de la géo- ingénierie, ses impacts et les options de réponse, et identifiera les principales lacunes dans les connaissances. L'Inde a souligné la cohérence dans le traitement de la géo- ingénierie et une représentation géographique équilibrée des pays développés et pays en développement. L'Allemagne a appelé à la tenue d'un atelier d'experts, au lieu d'une réunion d'experts. Soulignant le caractère politiquement sensible du sujet, les États-Unis ont indiqué leur préférence pour une réunion restreinte au départ, à la place d'un atelier ouvert et plus élargi. Le président Pachauri a proposé des consultations entre les États-Unis, le Japon et les co-présidents des GT. La question n'a pas été remise sur la table lors de la plénière.

UN EXAMEN DES PROCESSUS ET PROCEDURES DU GIEC: RAPPORT DU CONSEIL INTER-ACADEMIQUE

Le lundi après-midi, le président Pachauri et Renate Christ la Secrétaire ont introduit les documents relatifs à cette question: Rapport du CIA sur les évaluations des changements climatiques: Examen des processus et procédures du GIEC (IPCC-XXXII/Doc.7); Note du Secrétariat sur l'Examen par le CIA, du Rapport sur les processus et procédures du GIEC (IPCC-XXXII/Doc.22); Notes sur le Groupe d'action informel sur les procédures (IPCC-XXXII/INF.4); Compilations des commentaires provenant des gouvernements (IPCC-XXXII/INF. 5 et Add.1); Commentaires de l'équipe de direction ou e-team (IPCC-XXXII/INF.6); et Projet de protocole du GIEC pour le traitement des erreurs signalées dans les rapports d'évaluation précédents (IPCC-XXXII/INF.8).

Renate Christ, la Secrétaire, a souligné que l'Examen du CIA comprend trois chapitres sur le fond, à savoir: l'évaluation des processus d'évaluation du GIEC; l'évaluation par le GIEC de la preuve et du traitement de l'incertitude; la gouvernance et la gestion. Elle a déclaré que certaines recommandations, telles que celles sur l'utilisation de la littérature grise et incluant une gamme complète de points de vue, pourraient être examinées au cours de cette session en vue de leur mise en œuvre pendant le processus de RE5, tandis que d'autres exigent plus de temps. Elle a ajouté que la note du Secrétariat (Doc.22) a mis en relief les sections pertinentes des principes régissant le travail du GIEC qui devront être modifiés afin de permettre l'application de diverses recommandations du CIA, et a parlé des initiatives en cours sur le traitement des recommandations, telles que le Groupe de travail informel sur les procédures et la réunion inter-GT sur les directives en matière d'incertitude.

Le président Pachauri a attiré l'attention sur d'autres sujets examinés par le CIA et qui n'avaient pas fait l'objet de recommandations, entre autres, sur: la réduction du fardeau grandissant qui pèse sur la communauté scientifique internationale; le maintien de la flexibilité pour répondre à la science émergente et l'évolution des besoins changeants des décideurs politiques; la structure des GT; et le calendrier des rapports. Les délégués ont ensuite fait des observations générales sur le rapport.

Tous les délégués se sont félicités de l'examen du CIA et ont souligné la nécessité d'une réponse claire et rapide à ses recommandations, en insistant sur l'ouverture et la transparence. La plupart ont également observé que, alors que la visibilité

publique du GIEC et les attentes vis-à-vis de ses travaux se sont accrues, ses structures de gestion et de gouvernance sont restées essentiellement les mêmes. Bon nombre ont convenu que les recommandations du CIA constituaient une bonne occasion pour faire face aux défis à venir et entreprendre des réformes. De nombreuses personnes avaient le sentiment que certaines recommandations pouvaient être appliquées maintenant et que d'autres, qui nécessitaient un examen plus approfondi, pourraient être traitées plus tard. Bon nombre de délégués ont appuyé l'établissement d'un GT pour les questions plus complexes nécessitant une analyse et une discussion plus poussées. D'autres ont déclaré qu'il ne faudrait pas mettre en péril les éléments positifs et le caractère unique de l'identité du GIEC avec la mise à jour des procédures et des structures. Ils ont mis en garde contre l'interruption des processus en cours, en particulier le RE5, et souligné que bon nombre des recommandations du CIA ont déjà été mises en œuvre.

Pour ce qui est des questions qui devront être traitées à cette réunion, mais pour éventuellement être achevées à la GIEC 33, le représentant des États-Unis a suggéré: l'élaboration d'une politique pour encadrer les conflits d'intérêts pour les fonctionnaires élus et le personnel, et d'un code de conduite applicable à tous; des directives pour le renforcement du processus d'examen; l'incitation des éditeurs à veiller à ce que toutes les observations de fond fassent l'objet d'un traitement approprié et que les controverses soient reflétées de manière adéquate; le traitement de la littérature grise; et la stratégie de communication.

Bon nombre de pays ont formulé des observations générales sur leurs positions concernant des recommandations spécifiques du CIA, notamment: la création d'un comité exécutif, sa composition et ses fonctions; le rôle du directeur exécutif proposé; l'adoption d'une politique pour encadrer les conflits d'intérêts; la définition des rôles du Secrétariat et du Bureau; l'élaboration d'une stratégie de communication; le traitement de l'incertitude; et le traitement de la littérature grise.

Les parties ont convenu d'établir trois groupes de contact sur: la gouvernance et la gestion; l'évaluation des processus d'évaluation du GIEC et l'évaluation par le GIEC de la preuve et du traitement de l'incertitude (processus et procédures); et la communication.

Le président Pachauri a déclaré que le mandat élargi du groupe sur la gouvernance et la gestion, et du groupe sur les processus et procédures devra inclure: une analyse détaillée du Rapport du CIA et les mesures proposées; un calendrier pour l'action; des propositions concrètes en vue de la modification des Principes Régissant le Travail du GIEC; et des décisions spécifiques à prendre par la GIEC 32. Le groupe de contact sur les processus et procédures devra également considérer la détermination des responsabilités pour la mise en œuvre et les implications financières des recommandations. Le groupe de contact sur la gouvernance et la gestion devra examiner aussi la définition des rôles et des responsabilités, les modalités de sélection d'un directeur exécutif et l'autorisation de délégation des pouvoirs au comité exécutif, si le Groupe décide d'adopter ces recommandations. Il a précisé que le mandat du groupe de contact est flexible. Le représentant des Pays-Bas a déclaré que les groupes devront prendre une décision sur les questions à examiner par les groupes d'action pendant la période intersessions.

PRÉSENTATION DU COMITÉ D'EXAMEN DU CIA:

Le mardi matin, Sir Peter Williams, vice-président de la Royal Society, Royaume-Uni, et membre du Comité d'examen du CIA, a présenté les principales conclusions et recommandations du CIA. Il a souligné les nombreuses réalisations importantes du GIEC et le respect profond du Comité pour les évaluations que mène le Groupe. Il a déclaré que les recommandations visent à aider le GIEC dans la gestion d'un processus d'évaluation plus complexe que jamais, et de plus en plus exposé au jugement du public.

Pour ce qui est de la *gestion et de la gouvernance*, Sir Peter a indiqué que le rapport du CIA a porté sur: la complexité croissante et l'ampleur des évaluations; l'importance de la continuité de la gestion entre les évaluations; l'absence d'évolution dans la structure de gestion depuis 1988; les questions de conflit d'intérêts, la divulgation et la communication; et la responsabilisation au sein de la structure de l'ONU. Il a souligné certaines des principales recommandations:

- établir un comité exécutif mandaté pour agir au nom du GIEC entre les sessions plénières, comprenant: le président du GIEC, les co-présidents des GT, un membre chevronné du Secrétariat et trois membres indépendants;
- élire un directeur exécutif chargé de superviser le Secrétariat et la gestion au jour le jour du Groupe;
- limiter le mandat des hauts responsables membres du Bureau à un seul cycle d'évaluation afin de maintenir la vigueur de l'organisation; et
- élaborer et adopter une politique rigoureuse pour encadrer les conflits d'intérêts.

À propos des *processus et des procédures*, Sir Peter a souligné que le CIA vise le renforcement des procédures en vigueur au sein du GIEC, et a mis l'accent sur les recommandations d'améliorer la caractérisation de l'incertitude, le processus de révision, la transparence et l'inclusion, le traitement de la littérature grise. Quant à l'examen de la procédure, il a rappelé l'erreur sur le recul des glaciers de l'Himalaya dans le RE4, notant que trois commentaires de révision avaient identifié l'erreur, qui aurait pu être évitée. Il a reconnu que bien que les procédures devraient être reformulées afin de réduire au minimum les erreurs, il s'agissait de trois commentaires sur un total de 90,000, et a insisté sur la complexité du processus de révision.

En réponse à plusieurs questions concernant le directeur exécutif recommandé, Sir Peter a précisé que la proposition vise le renforcement du Secrétariat avec un poste de directeur exécutif au lieu d'une secrétaire, afin de s'assurer de la capacité du responsable en chef du Secrétariat à interagir avec d'éminents scientifiques au même niveau, et d'améliorer la capacité du Groupe à communiquer efficacement et rapidement avec le public. Sir Peter a déclaré que l'Examen du CIA a jugé la communication faible qu'un mécanisme pour y remédier était nécessaire, en habilitant le Secrétariat, y compris par l'intermédiaire du directeur exécutif qui serait en mesure de parler au nom du GIEC, le cas échéant. Il a souligné la perception que le Groupe n'a pas beaucoup sollicité les deux vice-présidents et les coprésidents des GT pour ses communications.

Pour ce qui est de la forme et de la fonction du comité exécutif recommandé, Sir Peter a précisé que le comité sera chargé des tâches davantage routinières et quotidiennes, et se

réunira plus souvent que le Bureau. Il a déclaré que l'actuelle équipe de direction (E-team) constitue une très bonne base pour la composition d'un comité exécutif. En réponse à une question sur le rôle éventuel des membres indépendants du comité exécutif proposé, Sir Peter a parlé des usages courants dans de nombreuses organisations consistant à inclure de tels membres pour jouer le rôle de la «voix de la raison».

Répondant à une question du Canada sur la continuité de l'organisation et la contradiction possible avec la recommandation que la durée du mandat soit limitée à un cycle d'évaluation, Sir Peter a déclaré que la définition libre du mandat permet un certain chevauchement des co-présidents des GT.

L'Iran a parlé de la complexité de la littérature, surtout lorsqu'elle est utilisée par les décideurs politiques des pays en développement, et a appelé à une évaluation de la manière dont les pays ont examiné et utilisé les recommandations du RE4. Sir Peter a confirmé que les recommandations du CIA mettent effectivement un accent sur la nécessité vitale d'accroître la participation des pays en développement.

Le président Pachauri a observé que pendant 17 ans (de 1998 à 2005), la taille et la portée du Secrétariat sont restées gelées, et que le Secrétariat doit continuer à évoluer.

GESTION ET GOUVERNANCE: Les recommandations spécifiques de l'Examen du CIA sur la gestion et la gouvernance (Chapitre 4, IPCC-XXXII/Doc.7) ont été reprises dans un groupe de contact présidé par Conchita Martinez (Espagne) et Chung-Kyu Park (République de Corée). Howard Larsen (Nouvelle-Zélande) a joué le rôle de rapporteur, suite à une suggestion des États-Unis que le Secrétariat ne doit pas remplir cette fonction, afin d'éviter l'apparition d'un conflit d'intérêts. Le groupe de contact s'est réuni quatre fois, du mardi au jeudi, et au sein de groupes de rédaction plus restreints réunis pour un examen plus approfondi des propositions sur le comité exécutif, le directeur exécutif, la durée du mandat et la redéfinition des rôles et des responsabilités du Secrétariat. Ces textes ont été transmis par les groupes de contact à la plénière de clôture pour adoption. Le résumé qui suit organise les débats et les résultats par recommandation ou groupes de recommandations, tel que structuré dans le texte de décision, incluant: l'exécutif; la durée du mandat des présidents et des co-présidents; les conflits d'intérêts; et les qualifications des membres du Bureau.

Recommandations et décisions sur l'exécutif: Les questions abordées ont englobé les recommandations de l'Examen du CIA sur un comité exécutif, l'élection d'un directeur exécutif et la redéfinition des rôles et des responsabilités du Secrétariat.

Comité exécutif: Le mardi, les délégués du groupe de contact ont examiné la recommandation de l'Examen du CIA d'«établir un comité exécutif mandaté pour agir au nom du GIEC entre les sessions plénières. La composition du comité comprendra le président du GIEC, les co-présidents des GT, le membre chevronné du Secrétariat et trois membres indépendants, dont certains extérieurs de la communauté scientifique sur le climat. Les membres seront élus par la plénière et serviront jusqu'à ce que leurs successeurs soient en place».

De nombreux délégués ont appuyé la création d'un comité exécutif, mais ont convenu que son mandat et sa composition doivent être examinés avec soin, en même temps que le mandat et la composition du Bureau du GIEC. Bon nombre

ont aussi suggéré que l'équipe de direction serve de base pour l'établissement du comité exécutif, et la Belgique a proposé que l'équipe de direction joue le rôle du comité exécutif provisoire.

Par contre, soulignant que le GIEC dispose déjà d'une structure de direction, l'Arabie saoudite, la Fédération de Russie, les Maldives, le Niger et d'autres ont mis en garde contre la bureaucratie croissante et ont appelé à une définition claire des besoins avant de prendre une décision pour l'établissement d'un nouvel organe. Ils ont suggéré de commencer par le traitement du mandat du Bureau.

Le représentant des États-Unis a rappelé la conclusion du CIA qu'il existe un besoin pour un organisme qui pourrait réagir rapidement en temps de crise et superviser la gestion au jour le jour.

Quant aux fonctions d'un comité exécutif, un certain nombre de délégués ont proposé que le comité soit chargé: du suivi des activités du GIEC et de la préparation des évaluations; de l'examen de l'efficacité des procédures; de la gestion des ressources humaines; de la communication; du programme et du budget du GIEC; et des problèmes et conflits internes. La Norvège a parlé de la nécessité d'un organe capable de prendre des décisions immédiates et de faciliter la coopération entre les co-présidents des GT et le président du GIEC.

À propos de la composition du comité exécutif, les États-Unis, l'Australie, le Mexique, la Belgique, le Brésil, l'Argentine et le Soudan ont contesté l'inclusion des membres externes. Le délégué des États-Unis a déclaré que le comité devra comprendre de nombreux membres de l'équipe de direction actuelle.

Le Royaume-Uni, la France, la Slovénie et d'autres ont soutenu l'inclusion des membres externes, pour une durée probablement différente, afin d'assurer l'apport des idées nouvelles et de contributions utiles. Le Royaume-Uni s'est dit préoccupé par la perspective d'un comité exécutif trop élargi.

Mettant l'accent sur la transparence, le représentant des Pays-Bas, appuyé par la Belgique, a souligné la nécessité de mettre à la disposition du Groupe, l'ordre du jour et le procès-verbal des réunions du comité exécutif. Diverses propositions ont appelé à l'inclusion: des chefs des unités des UAT, d'autres experts, des vice-présidents, des co-présidents du TFI, et des représentants du PNUE, de la CCNUCC et de l'OMM.

Le jeudi, de nombreux pays, dont l'Autriche, la Suisse, l'Allemagne, le Canada, la France, la Belgique, la Suède et la Slovénie, ont appuyé la création d'un organe exécutif chargé d'agir au nom du GIEC entre les sessions, ainsi que l'établissement d'un groupe d'action pour poursuivre le travail sur ses fonctions et son mandat. D'autres pays incluant l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Soudan, la Fédération de Russie, les Philippines, la Chine, le Niger, le Brésil, la Côte d'Ivoire et l'Iran, ont soutenu qu'un organe ne devrait pas être créé tant que ses fonctions ne sont pas définies.

La Slovénie a suggéré l'adoption d'une décision pour la création du comité exécutif dans l'immédiat, sous réserve qu'il n'entrera pas en fonction tant que son mandat n'aura pas été adopté. L'Afrique du Sud a appuyé la mise sur pied d'un groupe d'action sur le mandat et les fonctions, mais a souligné que le Comité exécutif devra renforcer ces fonctions dont la plupart existent déjà dans la structure de gestion du GIEC. La Fédération de Russie a proposé un compromis sur la délégation des pouvoirs pour permettre à une équipe administrative d'agir au nom du Groupe, afin de renforcer la communication et la coordination

entre la GIEC 32 et la GIEC 33. L'Arabie saoudite a insisté que la décision de créer un comité exécutif doit être soigneusement examinée et qu'il serait prématuré de se précipiter dans une décision au cours de cette session.

La question a été renvoyée à un groupe de rédaction où les parties ont convenu de constituer un groupe d'action pour œuvrer à la création d'un comité exécutif, et le texte a été transmis par le groupe de contact à la plénière pour adoption.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note de la recommandation de l'Examen du CIA que le GIEC établisse un comité exécutif;
- convenu de travailler à l'établissement d'un organe officiel chargé de remplir les fonctions de gouvernance entre les sessions du Groupe, de renforcer la coordination et de superviser l'administration et la communication, conformément au mandat qui sera adopté à la GIEC 33;
- demandé au groupe d'action d'examiner les options concernant la création d'un comité exécutif, y compris le mandat, la taille, la composition et les fonctions de l'organe; et
- demandé au groupe d'action de faire des recommandations sur les options à la GIEC 33 en vue de l'adoption d'une décision.

Directeur exécutif: Le mercredi après-midi, les délégués ont débattu de la recommandation du Rapport du CIA d'«élire un directeur exécutif chargé de la supervision du Secrétariat et du traitement des affaires courantes de l'organisation. Le mandat de ce scientifique chevronné devra être limité à une période d'évaluation».

La Fédération de Russie, appuyée par les États-Unis et le Brésil, a proposé de remplacer la Secrétaire par un Secrétaire exécutif, afin de rehausser l'image et le prestige du Groupe, en évitant la confusion avec le terme «directeur exécutif» souvent utilisé dans les organisations internationales plus vastes telles que PNUE. La France a déclaré que, quelle que soit l'appellation, la personne devra avoir un profil de gestion solide et la capacité d'interagir sur le plan scientifique.

Cette question a été transmise à un groupe de rédaction en vue de l'élaboration d'un texte pour une éventuelle décision, où les discussions ont tourné autour des fonctions possibles d'un directeur exécutif et de la manière d'ajuster son rôle dans le contexte plus large du système de l'ONU.

Dans le groupe de contact du jeudi matin, la Slovénie et la Fédération de Russie ont appuyé une option favorable à l'appellation de Secrétaire exécutif, notant qu'un tel titre connote plus d'humilité. L'Espagne, avec l'Australie, a soutenu la proposition de demander au groupe de travail d'examiner les questions associées à la création «potentielle» d'un poste de directeur exécutif chargé de la supervision du Secrétariat, notamment, les modalités de nomination, les compétences requises et, en consultation avec le PNUE et l'OMM, de faire des recommandations à la GIEC 33. Un groupe de rédaction a été constitué pour examiner les options sur la «création» ou la «création potentielle» d'un poste de directeur exécutif ou de Secrétaire exécutif. Au cours des discussions du groupe de rédaction, la décision a été fusionnée avec la redéfinition des rôles et des responsabilités du Secrétariat.

Rôles et responsabilités du Secrétariat du GIEC: Le mercredi après-midi, les délégués ont débattu de la recommandation du Rapport du CIA de «redéfinir les responsabilités des postes clés du Secrétariat aux fins d'améliorer l'efficacité et de faciliter

toutes nominations futures à des postes de direction». Les délégués se sont accordés sur la nécessité de la redéfinition des rôles et des responsabilités des membres clés du Secrétariat. Le Brésil a déclaré qu'il importe de comprendre d'abord les besoins de l'ensemble du GIEC en matière de gestion. La Suisse a proposé que le Secrétariat s'organise pour travailler sur la base d'un plan de travail annuel approuvé par le comité exécutif proposé, et présenté au Groupe, et a noté la nécessité de définir la relation entre les UAT et le Secrétariat.

La Belgique a plaidé pour le renforcement de la coopération entre le chef du Secrétariat et le président et le Bureau. Contrée par la Fédération de Russie, elle a suggéré un audit du Secrétariat pour déterminer les rôles et les responsabilités, et identifier les besoins et la manière d'améliorer la gestion. Le représentant des États-Unis a noté que les définitions internes par le Secrétariat de ses rôles et responsabilités seraient utiles dans une redéfinition. Le représentant des Maldives a déclaré que le Secrétariat joue un rôle essentiel dans le maintien de la mémoire institutionnelle. L'Arabie saoudite a appelé au renforcement des liens entre le Secrétariat et les UAT, et souligné que les rôles et les responsabilités précis des personnes employées actuellement au Secrétariat devront être définis avant la redéfinition des fonctions ou le recrutement de tout nouveau personnel.

Cette question a été transmise à un groupe de rédaction en vue de l'élaboration du texte d'une décision éventuelle. Les délégués ont débattu de l'opportunité d'un audit interne ou externe du Secrétariat ou d'un «examen» du Secrétariat. Au cours de la dernière réunion du groupe de rédaction, cette question a été fusionnée avec la recommandation de créer un poste de directeur exécutif à la tête du Secrétariat. Lors de la séance plénière de clôture, l'Allemagne a commenté que le texte nécessite encore un examen approfondi, puisqu'il est resté entre crochets.

Les États-Unis et la Suisse ont demandé des précisions sur l'examen proposé du Secrétariat. La Belgique a parlé d'un poste budgétaire supplémentaire pour un audit et un examen externes en vue d'évaluer la qualité de la gestion, et a souligné que cela permettrait d'améliorer la compréhension des besoins réels et pourrait être utile pour le groupe de travail.

Le Brésil a déclaré que beaucoup de participants ont souligné la nécessité d'organiser une évaluation globale du Secrétariat par rapport à tous les autres éléments de l'organisation du GIEC, et que beaucoup ont le sentiment que cette évaluation de la gestion permettra de déterminer les besoins en personnel nouveau et la nécessité d'un directeur exécutif ou de la restructuration des autres postes du Secrétariat.

Renate Christ, la Secrétaire, a souligné que le poste budgétaire relatif à l'audit est destiné précisément à la vérification des dépenses et non de la qualité de la gestion. Le président Pachauri a déclaré que le budget ne crée pas les activités, et que ce sont plutôt les activités qui déterminent le budget. Il a souligné que le texte demande déjà au Groupe de travail «d'examiner le rôle du Secrétariat», ce qui en d'autres termes revient à un examen du Secrétariat. Il a suggéré de supprimer la référence à l'examen.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note des recommandations de l'Examen du CIA sur la redéfinition des responsabilités des postes clés du Secrétariat et sur l'élection d'un directeur exécutif à la tête du Secrétariat;

- demandé au groupe de travail d'examiner le rôle du Secrétariat dans ses relations avec l'OMM, le PNUE, le président du GIEC, les vice-présidents, les co-présidents des GT, le TFI et les UAT.
- déclaré que l'examen devra inclure la question du renforcement ou de l'amélioration du rôle du Secrétaire du GIEC et le besoin de nouveau personnel, et
- demandé au groupe de travail d'examiner les moyens de progresser avec les recommandations sur les postes clés du Secrétariat et de faire des recommandations au Groupe à la GIEC 33.

Recommandation et décision sur la durée du mandat:

Cette question a été examinée d'abord le mardi, au cours du groupe de contact sur la gouvernance et la gestion, et par la suite au sein des groupes de rédaction informels. Un projet de texte a été débattu le jeudi au cours de la dernière réunion du groupe de contact et un texte a été transmis à la plénière du GIEC pour examen.

Dans le groupe de contact le mardi, les délégués ont examiné les recommandations de l'Examen du CIA que «la durée du mandat du président du GIEC devra être limitée à un cycle d'évaluation» et le mandat des «co-présidents des GT à la durée d'un cycle d'évaluation». Tous les délégués ont souligné l'importance de la continuité entre les évaluations. Les États-Unis, avec l'Australie, la Finlande et d'autres, ont suggéré que les mandats soient légèrement chevauchants afin de permettre au président et aux co-présidents de participer au travail de divulgation et fournir un retour d'information sur le processus. Ils ont déclaré qu'il pourrait être utile de les placer dans un éventuel comité exécutif pour la durée du mandat. Le Royaume-Uni a fait référence à un président et un président-élu, et a précisé que la durée du mandat ne devrait pas être rétroactive, étant donné que le GIEC est actuellement au milieu d'un cycle d'évaluation.

Notant l'émergence d'un consensus fort parmi les délégués sur l'importance de la continuité et de la transmission de la connaissance et de l'expérience du président lorsqu'il ou elle quitte ses fonctions, indifféremment de si un ou deux mandats ont été servis, le représentant d'Australie a appelé à l'élaboration des dispositions et des modalités de passation de service. Il a également déclaré que, bien que dans d'autres organisations il est courant de servir deux mandats, dans la plupart des cas, la durée du mandat n'est pas aussi longue que dans le GIEC, où le cycle d'évaluation dure six ou sept ans, ajoutant que 12 ans ou plus constituent une période trop longue pour le contexte dans lequel fonctionne le GIEC.

Soulignant que la durée actuelle des mandats est appropriée, en particulier pour les pays en développement ou les pays non-anglophones, le représentant de la Chine a préféré ne pas limiter la durée à un mandat. Soutenu par la Fédération de Russie, il a insisté sur la nécessité d'assurer la continuité des travaux et des procédures en cours. Le Royaume-Uni et la Suisse ont déclaré que les pays en développement et les pays non-anglophones ont suffisamment de personnes compétentes pour occuper des postes de direction.

Le représentant d'Australie, avec la France, la Suisse et le Danemark, a relevé qu'il y a deux questions distinctes qui doivent être traitées: assurer la continuité de l'expérience, et assurer la croissance, le dynamisme et la capacité à répondre aux changements. Il a souligné que le fait d'avoir deux mandats ne

garantit pas la continuité, mais retarde plutôt le décalage par une seule période d'évaluation. Il a insisté sur la nécessité de veiller à ce que le GIEC puisse évoluer avec le temps. Le représentant des États-Unis a parlé de la possibilité de prolonger certaines fonctions dans la prochaine période d'évaluation. La Chine et la Suède ont estimé que de nouvelles discussions sur cette question pourraient être utiles.

Étant donné les liens avec d'autres questions sur la gouvernance et la gestion, les délégués ont poursuivi l'examen de ce point dans un groupe de rédaction.

Lors de la réunion du groupe de contact le jeudi, les délégués ont transmis un texte de décision à la plénière et la décision a été adoptée à l'issue d'un court débat. La discussion sur cette décision à la plénière était présidée par le vice-président Hoesung Lee (République de Corée), afin d'éviter l'émergence de tout conflit d'intérêts.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note des recommandations de l'Examen du CIA de limiter la durée du mandat du président du GIEC et des co-présidents des GT à la durée d'un cycle d'évaluation;
- demandé au groupe d'action d'examiner les questions relatives aux recommandations, y compris les questions de continuité;
- pris note que toutes modifications aux règles de procédure en vigueur du GIEC pour les élections ne pourraient s'appliquer qu'aux élections à venir; et
- demandé aux groupes d'action de soumettre leurs recommandations à la GIEC 33 en vue de l'adoption d'une décision.

Recommandation et décision sur les conflits d'intérêts:

Cette question a été abordée d'abord le mercredi dans le groupe de contact sur la gouvernance et la gestion. Elle a été reprise dans les groupes de rédaction avant d'être à nouveau envoyée au groupe de contact le jeudi. Le groupe de contact a transmis un projet de texte de décision à la plénière du GIEC pour un examen plus approfondi.

Dans le groupe de contact le mercredi, les délégués se sont penchés sur la recommandation du Rapport de CIA d'«élaborer et d'adopter une politique rigoureuse pour encadrer les conflits d'intérêts, applicable à toutes les personnes directement impliquées dans la préparation des rapports du GIEC, y compris la direction du GIEC (le président et les vice-présidents du GIEC), les auteurs responsables du contenu du rapport (c'est-à-dire, les co-présidents des GT, les auteurs coordonnateurs principaux (ACP) les auteurs principaux (AP), les éditeurs et le personnel technique directement impliqué dans la préparation du rapport (par exemple, le personnel des UAT et du Secrétariat du GIEC)». Les délégués ont convenu que le GIEC devra élaborer une politique pour encadrer les conflits d'intérêts, et certains ont proposé la formation d'un groupe d'action pour traiter cette question en vue de l'adoption de la politique à la GIEC 33. L'Arabie saoudite a indiqué que le traitement de ce problème est crucial pour l'amélioration de l'image et de l'intégrité du GIEC et a recommandé la mise en place d'un processus juridique sur la définition des conflits d'intérêt.

Le Royaume-Uni, appuyé par la Fédération de Russie, a suggéré de voir les modèles dans d'autres organisations internationales, et a parlé de la nécessité d'établir une distinction entre les différents niveaux des membres du GIEC. Les États-Unis ont exprimé leur appui, en soulignant le fait que le GIEC

est composé de bénévoles, ainsi que la nécessité de ne pas exclure des personnes susceptibles d'apporter une contribution précieuse, au moment de traiter la question de partialité et d'instauration de transparence.

Il y a eu un vaste consensus au sein du groupe de rédaction sur la nécessité d'adopter une politique encadrant les conflits d'intérêts et un projet de texte a été transmis à la plénière où il a été adopté à l'issue d'un court débat.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- approuvé la recommandation de l'Examen du CIA d'élaborer et d'adopter une politique pour encadrer les conflits d'intérêts;
- décidé de mettre en œuvre une politique rigoureuse encadrant les conflits d'intérêts, compte tenu des contextes spécifiques de participation aux activités du GIEC; et
- mis sur pied un groupe de travail chargé de proposer des options pour une telle politique, en consultation avec les organisations pertinentes, en vue de l'adoption d'une décision à la GIEC 33.

Recommandation et décision sur les qualifications des membres du bureau: Cette question a été abordée d'abord le mardi par le groupe de contact sur la gouvernance et la gestion, et a été examinée plus à fond dans les groupes de rédaction. Le jeudi, elle a été reprise par le groupe de contact et un texte a été transmis à la plénière pour adoption.

Dans le groupe de contact le mardi, les délégués ont entamé l'examen de la recommandation du Rapport de CIA d'«élaborer et d'adopter les qualifications officielles, et définir officiellement les rôles et les responsabilités de tous les membres du Bureau, y compris le président du GIEC, afin de s'assurer qu'ils détiennent à la fois les plus hautes qualifications universitaires et les compétences éprouvées en matière de leadership». L'Arabie saoudite, l'Argentine et la Chine ont indiqué que la procédure en vigueur du GIEC pour la sélection des membres du Bureau est claire, et se sont opposées à la deuxième partie de la recommandation sur l'exigence des plus hautes qualifications universitaires et des compétences éprouvées en matière de leadership, en arguant qu'elle est trop subjective. En revanche, l'Allemagne, l'Australie, la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique ont approuvé la recommandation et demandé au GIEC de l'adopter dans son intégralité, puisque la formulation actuelle de l'Article 19 de l'Annexe C des Principes régissant le travail du GIEC est assez vague sur les «connaissances scientifiques pertinentes» que devraient posséder les membres du Bureau.

Le débat sur cette question s'est poursuivi dans un groupe de rédaction le mardi soir. Le groupe de rédaction n'a pas été en mesure de résoudre les divergences à propos des qualifications et des compétences de leadership, mais a estimé que la recommandation exige un examen plus approfondi. Le texte a été transmis par le groupe de contact à la plénière, où il a été adopté sans débat.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note de la recommandation du CIA d'adopter les qualifications officielles des membres du Bureau, afin de s'assurer qu'ils possèdent les plus hautes qualifications universitaires et les compétences éprouvées de leadership, et de définir leurs rôles et leurs responsabilités;
- décidé de soumettre la question au groupe d'action, avec un accent particulier sur les rôles et les responsabilités de tous les membres du Bureau, y compris le président du GIEC; et
- demandé au groupe d'action de faire rapport à la GIEC 33.

Groupes d'action sur la gestion et la gouvernance: Le président a déclaré que le mandat du groupe d'action sur la gestion et la gouvernance et celui du groupe d'action sur les conflits d'intérêts seront élaborés dans les notes sur la réunion, en raison du manque de temps pour procéder à un examen approfondi. Le président Pachauri a suggéré que le mandat suive de près celui du groupe d'action sur les processus et les procédures.

PROCESSUS ET PROCÉDURES DE DÉCISIONS:

Les recommandations spécifiques du Rapport du CIA sur les processus et procédures (Chapitres 2 et 3, IPCC-XXXII/Doc.7) ont été reprises dans un groupe de contact co-présidé par Eduardo Calvo Buendía (Pérou) et Øyvind Christopherson (Norvège), avec Susanna Ribeiro (Brésil) comme rapporteur. Le groupe de contact s'est réuni cinq fois, du mardi au jeudi, et un groupe de rédaction s'est réuni pour élaborer un projet de texte en vue d'un examen plus approfondi sur le traitement de l'incertitude incluant: l'examen de la gamme complète des points de vue; la sélection des auteurs; les sources des données et la documentation; le processus de révision; le SPM; et le traitement des erreurs potentielles identifiées après l'approbation des rapports du GIEC. Ces textes ont été transmis par le groupe de contact à la plénière de clôture pour adoption éventuelle comme texte de décision. Ces décisions portent notamment sur la mise sur pied d'un groupe d'action sur les politiques et procédures de traitement de diverses questions en suspens. Le résumé qui suit présente les débats et les conclusions sous forme de recommandation ou de groupes de recommandations tel qu'organisé dans le texte de décision incluant: le cadrage; la sélection des auteurs; les sources des données et la documentation; le traitement de la gamme complète des points de vue, la révision du rapport; le résumé à l'intention des décideurs ou SPM; la procédure pour le traitement des erreurs potentielles identifiées après l'approbation des rapports du GIEC; et l'évaluation de l'incertitude par le GIEC.

Recommandation et décision sur le cadrage: Au cours d'une réunion du groupe de rédaction, les délégués ont examiné la recommandation du rapport du CIA de «rendre plus transparents le processus et les critères de sélection des participants aux réunions de cadrage», et il y a eu un vaste consensus sur la recommandation.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note de la recommandation sur la sélection des participants aux réunions de cadrage;
- convenu que le GIEC devra faire preuve de plus de transparence dans la sélection des participants aux réunions de cadrage; et
- demandé au groupe d'action de préparer un plan de mise en œuvre en vue de l'adoption d'une décision à la GIEC 33.

Recommandation et décision sur la sélection des auteurs:

Les délégués ont examiné la recommandation du Rapport du CIA d'«établir un ensemble de critères et procédures officiels de sélection des ACP et des AP» et de «tout mettre en œuvre pour recruter des experts locaux dans les équipes d'auteurs des chapitres régionaux du rapport du GT II, mais devra recruter aussi des experts en dehors de la région lorsqu'ils peuvent apporter une contribution essentielle à l'évaluation». Cette question a été débattue dans un groupe de rédaction et un texte a été transmis par le groupe de contact à la plénière pour adoption.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note des recommandations sur l'établissement de critères et des processus formels pour la sélection des ACP et des AP, et pour le recrutement d'experts locaux pour les chapitres régionaux;
- pris note que les critères officiels sont inclus dans les procédures existantes;
- demandé au groupe d'action de considérer l'amélioration de la mise en œuvre et de la transparence, ainsi que des critères et des procédures complémentaires potentiels pour la sélection des auteurs, en vue de l'adoption d'une décision à la GIEC 33;
- pris note que la recommandation sur l'inclusion des experts locaux a déjà été mise en œuvre pour le RE5; et
- demandé au groupe d'action de considérer la mise en œuvre des nouvelles politiques sur l'inclusion d'experts locaux, en vue de l'adoption d'une décision à la GIEC 33.

Recommandations et décisions sur les sources des données et la documentation (utilisation de la «littérature grise»):

Les délégués ont examiné la recommandation de l'Examen du CIA que «le GIEC devra renforcer et appliquer ses procédures d'utilisation des sources non publiées et non examinées par des pairs, y compris en fournissant une directive plus spécifique sur la manière d'évaluer ces informations, en ajoutant des directives sur les types de documentation inacceptable, et en s'assurant que les documents non publiés et non révisés par les pairs sont correctement mis en relief dans le rapport».

Cette question a été d'abord examinée le mercredi par le groupe de contact. Le co-président du GT I, Thomas Stocker a présenté les Directives générales pour l'utilisation de la documentation dans les rapports du GIEC (IPCC-XXXII/INF.4), soulignant que ces Directives ont déjà été transmises aux auteurs des deux rapports spéciaux en cours d'élaboration. Il a indiqué que les Directives générales fournissent aux auteurs une série de questions permettant de déterminer si une source peut être utilisée, et identifient la documentation qui doit être fournie aux examinateurs du rapport. Stocker a déclaré que ces questions devraient sensibiliser les auteurs sur la crédibilité de la source, sur la paternité du document et sur la manière dont la source arrive à ses conclusions. Il a noté que deux éléments de l'Examen du CIA ne sont pas couverts dans les Directives générales, à savoir, les sources d'information inacceptables et la signalisation de la littérature grise dans les rapports. Il a souligné que les co-présidents des GT devront se concerter avec les chefs des UAT pour préparer un texte sur les sources d'information inacceptables, par exemple les blogues, les sites de réseautage social, les nouvelles sur internet, les médias visuels et les communications personnelles. Il a parlé des options possibles pour la signalisation des documents non revus par des pairs ou non publiés, notamment, par le biais de signaux électroniques dans la version PDF ou en incluant des lignes de référence dans le texte.

Chris Field, co-président du GT II, a noté que deux éléments pourraient renforcer l'efficacité de la politique sur la littérature grise: insister spécifiquement sur la formation des auteurs et des éditeurs, et assurer la disponibilité de la littérature grise.

Bon nombre de délégués ont souligné l'importance de ce sujet. Le représentant des États-Unis a noté qu'une partie de la documentation grise est examinée tout aussi rigoureusement que les revues spécialisées révisées par les pairs, que les auteurs doivent juger la qualité de la source et que le GIEC

doit démontrer à la communauté scientifique qu'il apprécie les efforts qu'elle met en œuvre pour publier la documentation. L'Australie a déclaré que la portée du rapport a été élargie dans des domaines susceptibles de s'inspirer considérablement de la littérature grise, tels que l'adaptation. Avec la Fédération de Russie, il a souligné l'importance d'une directive explicite sur l'inclusion des références grises, et de l'application effective de cette directive.

La Suisse a souligné qu'il est souvent plus facile pour le public d'accéder à la littérature grise que lorsqu'elle est révisée par les pairs, processus souvent très coûteux. Le Costa Rica a souligné l'importance de tenir compte des sources locales d'information, ajoutant que les points focaux du GIEC devront aider à identifier cette littérature. Le Mali a souligné que la littérature grise n'était peut être utilisée abondamment dans les rapports, en particulier pour les questions relatives aux pays en développement.

L'Autriche, avec l'Australie et la Suisse, a souligné que le texte de la décision ne devrait pas donner l'impression que le GIEC ne dispose pas de directives sur ces questions, mais plutôt que ces directives sont en train d'être renforcées et appliquées. La Nouvelle-Zélande a souligné que le texte ne reflète pas le fait que dans de nombreux cas, la littérature grise a été examinée en profondeur; et a mis l'accent sur les rapports gouvernementaux et les travaux dans le domaine de l'ingénierie. Cette question a été traitée dans un groupe de rédaction et un texte a été transmis par le groupe de contact à la plénière pour adoption.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- pris note de la recommandation de l'Examen du CIA de renforcer et d'appliquer ses procédures en matière d'utilisation de la littérature non publiée et non révisée par les pairs;
- décidé de mettre en œuvre cette recommandation et d'autres éléments clés par le biais de ses procédures et notes d'orientation;
- pris note de la version révisée des Directives générales sur l'utilisation de la documentation dans les rapports du GIEC (IPCC-XXXII/INF.4 et Appendice I) qui traite des aspects liés aux recommandations de l'Examen du CIA, et décidé de l'adopter comme Directives générales; et
- exhorté les co-présidents des GT et du TFI à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application de ces Directives générales lors de l'élaboration des rapports du GIEC.

Recommandations et décisions sur une procédure pour le traitement des erreurs potentielles identifiées après l'approbation des rapports du GIEC:

Les délégués ont pris note que cette question a été traitée dans l'Examen du CIA qui comprenait une analyse de l'erreur sur le glacier de l'Himalaya, mais que le CIA n'a pas abouti à une recommandation explicite. Il s'est dégagé un vaste consensus sur l'importance cruciale d'une procédure pour le traitement des erreurs. Tout en soulignant la nécessité de réduire au minimum les erreurs et notant que les procédures actuelles sont conçues précisément à cet effet, bon nombre de délégués ont convenu que les erreurs sont inévitables dans un processus aussi vaste et aussi complexe que les rapports du GIEC. Les délégués ont pris note du protocole du GIEC proposé pour le traitement des erreurs dans les rapports d'évaluation précédents (IPCC-XXXII/INF.8) et ont souligné la nécessité d'éviter la partialité et de corriger les erreurs le plus rapidement possible après leur révélation.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- convenu de la nécessité d'établir une procédure pour évaluer, traiter et corriger, si nécessaire, les erreurs potentielles et par la suite, émettre des *errata*, le cas échéant;
- pris note du protocole du GIEC proposé pour le traitement des erreurs dans les rapports d'évaluation précédents (IPCC-XXXII/INF.8), qui contient une procédure de décision claire fondée sur la nature du sujet, et ainsi que des mesures nécessaires pour éviter toute partialité, afin que les erreurs potentielles puissent être traitées aussi rapidement que possible;
- exhorté le Bureau du GIEC à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que ce protocole soit finalisé, puis utilisé pour l'évaluation des erreurs potentielles et la rédaction des *errata*, le cas échéant; et
- demandé au groupe d'action de procéder à un examen plus approfondi de cette question en vue de l'adoption d'une décision à la GIEC 33.

Recommandations et décisions sur l'évaluation par le GIEC de la preuve et le traitement de l'incertitude:

Les délégués ont examiné les recommandations du CIA sur l'incertitude:

- «Tous les GT devront utiliser l'échelle qualificative du niveau de compréhension dans leur SPM et leur Résumé technique, tel que suggéré dans les lignes directrices du GIEC sur l'incertitude pour le RE4. Cette échelle peut être complétée par une échelle de probabilité quantitative, le cas échéant.
- Les ACP devront faire un compte rendu traçable sur la manière dont ils procèdent pour établir le niveau de compréhension scientifique et la probabilité qu'il y aura un résultat.
- Les probabilités quantitatives devront être utilisées pour décrire la probabilité des résultats bien définis uniquement lorsqu'il y a suffisamment de preuve. Les auteurs devront indiquer la base pour l'attribution d'une probabilité à un résultat ou un événement (par exemple, sur la base d'une évaluation, d'un jugement d'expert, et/ou d'utilisation de modèles).
- L'échelle de confiance ne devra pas être utilisée pour l'attribution des probabilités subjectives à des résultats mal définis.
- L'échelle de vraisemblance devra être exprimée en termes de probabilités en plus des mots, pour améliorer la compréhension de l'incertitude.
- Les procédures formelles d'avis d'experts devront être utilisées pour obtenir les probabilités subjectives pour des résultats clés, si nécessaire.»

L'incertitude a été abordée d'abord mardi, dans le groupe de contact. Chris Field, co-président du GT II, a donné un aperçu du projet de notes d'orientation à l'intention des AP du RE5, sur le traitement cohérent des incertitudes dans les trois GT (IPCC-XXXII/INF.9), soumis par les co-présidents des GT. Il a souligné que la directive sur l'incertitude avait été élaborée avant l'Examen du CIA et que la quasi-totalité des recommandations du CIA étaient déjà traitées. Il a déclaré que la directive: s'appuie sur les lignes directrices pour le RE4; est plus claire; facilite l'application cohérente; harmonise l'application dans tous les GT; tient compte des dimensions et des défis nouveaux; et devra être utilisée pour les conclusions «clés». Il a souligné que l'incertitude devra être publiée avec soin, en utilisant un

langage calibré pour les conclusions clés, et que les comptes de traçabilité doivent être fournis pour décrire les évaluations de la preuve et l'accord.

Estimant que les notes d'orientation présentées par les co-présidents du GT représentent un traitement exhaustif et utile des recommandations du CIA, le délégué d'Australie a posé une question au sujet de la relation entre les deux et sur le point de savoir si les co-présidents du GT ont accepté les recommandations du CIA. Sa question portait aussi sur la mise en œuvre afin d'assurer un plein accès des auteurs à ces directives.

Thomas Stocker, co-président du GT I, a rappelé que les notes d'orientation couvrent la plupart des recommandations du CIA et que cinq des six recommandations sont déjà en cours de mise en œuvre. A propos de la recommandation sur l'échelle qualitative, il a déclaré que les notes d'orientation vont plus loin que la recommandation du CIA. Pour ce qui est du compte de traçabilité, il a indiqué que les AP devraient être en mesure de préciser comment ils sont arrivés à des conclusions. Quant aux probabilités quantitatives, il a noté que l'échelle de vraisemblance a bien fonctionné. S'agissant de l'échelle de confiance, Thomas Stocker a indiqué que les résultats mal définis sont mis en relief dans la recommandation du CIA et traités dans les notes d'orientation. A propos de l'échelle de vraisemblance, il a déclaré que l'utilisation des mots en plus des probabilités, assurerait une compréhension plus facile des résultats.

Ottmar Edenhofer, co-président du GT III, a souligné que la «confiance» est une façon de synthétiser la preuve et l'accord et a appelé à une compréhension claire et à une procédure sur la manière de rassembler toutes les preuves et l'accord sous forme d'échelles de confiance. Bon nombre de parties ont bien accueilli le projet de notes d'orientation, mais ont indiqué qu'elles nécessitent davantage de travail.

La Nouvelle-Zélande a déclaré que la mise en œuvre des recommandations du CIA doit être guidée par les notes d'orientation sur l'incertitude. A propos de la création d'un compte de traçabilité de l'incertitude, l'Autriche a posé la question de savoir comment aborder le problème du jugement d'experts, ajoutant que les deux devront être liés aux tâches des correcteurs qui doivent s'assurer que les notes d'orientation sur l'incertitude sont utilisées correctement et avec cohérence dans l'ensemble du rapport.

Les Pays-Bas, avec la Belgique, ont déclaré que des travaux supplémentaires sont nécessaires sur le compte de traçabilité de l'incertitude, que les notes d'orientation devront être finalisées et faire clairement référence à leur traitement des recommandations du CIA. Le Royaume-Uni a noté que les directives sur l'incertitude sont utiles, mais pourraient encore entraîner des interprétations diverses. Il a demandé de solliciter l'avis des ACP, des AP et des correcteurs.

Cette question a été examinée plus en profondeur dans un groupe de rédaction et le texte a été transmis par le groupe de contact à la plénière pour adoption.

Décision du GIEC: Dans sa décision, le GIEC a:

- décidé d'améliorer les directives du GIEC sur l'évaluation des preuves et le traitement de l'incertitude, et de mettre en œuvre les recommandations de l'Examen du CIA dans le cadre d'un ensemble plus vaste de mises à jour des procédures et des notes d'orientation;

- demandé aux co-présidents du GT de présenter le document final pour adoption par le Groupe à la GIEC 33;
- pris note que le document devra fournir plus de détails sur les comptes de traçabilité et expliquer comment chacune des recommandations de l'Examen du CIA est traitée; et
- exhorté les coprésidents du GT à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre des directives dans leur travail.

Groupe d'action sur les processus et les procédures:

Le GIEC a mis sur pied un groupe d'action pour élaborer des propositions sur la poursuite de la mise en œuvre des recommandations d'ici le 31 Janvier 2011. Les gouvernements seront invités à soumettre leurs commentaires sur les propositions avant le 28 Février 2011, afin de permettre au Groupe de préparer les projets révisés pour examen à la GIEC 33.

DÉCISIONS SUR LES COMMUNICATIONS: Les délégués ont débattu des communications dans le contexte de la recommandation de l'Examen du CIA de «compléter et de mettre en œuvre une stratégie de communication qui met en avant la transparence, les réponses rapides, réfléchies et pertinentes pour les parties prenantes, et qui comprend des directives pour établir qui peut parler au nom du GIEC et la manière appropriée de représenter l'organisation». Renate Christ, la Secrétaire, a présenté la stratégie de communication (IPCC-XXXII/Doc.21) et a souligné que la première stratégie de communication du GIEC a été élaborée en 2005-2006, ce qui a conduit au recrutement d'un agent de communication pour répondre aux demandes d'orateurs pour le GIEC. Elle a parlé des activités en cours, y compris la participation dans le groupe des communications de l'ONU sur les changements climatiques et la restructuration de leur site web, et a souligné les besoins supplémentaires en communications, en particulier le travail proactif avec les médias pour permettre au GIEC de réagir rapidement aux situations et aux événements nouveaux. Elle a déclaré que le GIEC devra continuer à participer à des séminaires et à des manifestations thématiques et parallèles, et a insisté sur la nécessité d'accroître l'utilisation de la foire aux questions, des graphiques interactifs et autres outils visuels, sur la sensibilisation dans les régions et sur la formation aux médias pour les experts et les auteurs du GIEC.

De nouvelles discussions ont eu lieu dans un groupe d'action qui s'est réuni mercredi et jeudi sous la coprésidence de Nirivololona Rahoijao (Madagascar) et Darren Goetze (Canada). Le co-président Goetze a demandé au groupe d'action de s'attaquer d'abord à la tâche immédiate d'élaboration d'une déclaration du Groupe pour dire au monde ce qui s'est passé à cette réunion, soulignant que la tâche à long terme d'élaboration d'une stratégie de communication du GIEC peut ne pas être achevée à cette réunion. Le groupe a décidé qu'il faudra constituer un groupe d'action pour conduire l'élaboration de la stratégie de communication de long terme.

En ce qui concerne la déclaration du Groupe, Goetze le co-président a déclaré que le Groupe pourrait mettre en relief les messages clés qui devraient être transmis au monde extérieur. Il a été suggéré que le texte pourrait contenir le message suivant: que le GIEC se félicite de l'Examen du CIA; le considère comme une contribution constructive au fonctionnement du Groupe; accepte la plupart, sinon la totalité des recommandations du CIA; et travaille de manière positive, constructive et rapide pour clore ce chapitre. Les délégués ont également débattu de la question de

savoir qui devra être le porte-parole du GIEC, et il a été suggéré que le président, les vice-présidents du GIEC et les co-présidents des GT pourraient jouer ce rôle.

Les participants ont également soulevé des questions liées aux directives spécifiques que le leadership du GIEC ne doit pas parler de politique, et ont souligné la nécessité de fournir des précisions sur les sujets dont ils peuvent débattre. Il a été suggéré que la priorité pour le GIEC étant ses rapports, il faudrait mettre l'accent sur les évaluations et sur le processus d'évaluation. Les participants ont également souligné la nécessité d'un processus pour gérer les demandes, et d'une distinction entre l'autorité et le porte-parole.

La représentante du Secrétariat a fait un exposé au groupe d'action sur le projet de stratégie de communication dont les objectifs sont, entre autres: maintenir la crédibilité et la réputation du GIEC; et diffuser les conclusions des rapports d'évaluation du GIEC auprès de tous les groupes d'utilisateurs, dans un esprit de neutralité. Elle a déclaré que les stratégies de communication clés sont les suivantes: établir une ligne de rapport claire et déterminer les porte-paroles; adhérer aux lignes directrices fondées sur les meilleures pratiques en communication; partager l'expertise avec les points focaux gouvernementaux et leur personnel de communication; préparer des plans de communication spécifiques pour les évaluations; et expliquer le caractère unique des qualités du GIEC.

Elle a souligné que les mesures d'intervention rapides devront inclure la capacité à: surveiller les activités en ligne et leur contenu, y compris les médias sociaux; surveiller les articles de Wikipedia relatifs au GIEC et les articles de presse importants contenant des informations sur le GIEC; évaluer le moment approprié pour corriger les erreurs dans les articles des grands médias; et identifier les tendances dans la blogosphère.

Le co-président Goetze a présenté en séance plénière, un rapport sur les résultats du groupe d'action qui comprenait un projet de préambule, un projet de décision et de mandat pour le groupe d'action établi pour superviser l'élaboration de la stratégie de communication. Le co-président du GT I, Thomas Stocker, a suggéré d'inclure dans le mandat que le groupe d'action sollicitera l'avis du président du GIEC, des vice-présidents du GIEC, des co-présidents des GT et du TFI et du Secrétariat.

En ce qui concerne le projet de préambule, le représentant des États-Unis a demandé que le préambule souligne la solidité du processus d'évaluation et que le travail du Groupe repose sur les épaules des milliers de scientifiques qui y contribuent. La France a demandé que soit mentionnée dans le mandat l'utilisation de plusieurs langues pour la communication.

Le co-président Goetze a expliqué que le projet de préambule pourrait être conçu comme un message principal de la plénière et une déclaration sur la manière dont le GIEC est en train de répondre à l'Examen du CIA, et pourrait être utile pour informer un communiqué de presse.

Décision du GIEC: Dans le préambule de sa décision, conçu pour être utilisé comme chapeau à toutes les décisions du GIEC, le GIEC a:

- salué l'Examen du CIA et ses recommandations, considéré comme un moyen important d'améliorer la manière dont le GIEC travaille et est administré, au nom des milliers de scientifiques qui entreprennent des évaluations minutieuses et approfondies sur tous les aspects du changement climatique, et au nom de la communauté mondiale qui utilise son travail;

- pris des mesures décisives pour répondre à ces recommandations de manière transparente et ouverte, et s'assurer que les évaluations de la plus haute qualité sont produites et mises à la disposition de la communauté internationale; et
- convenu de mettre en œuvre un bon nombre de recommandations et de constituer des groupes d'action sur les autres recommandations pour poursuivre le travail en vue de l'adoption des décisions à la GIEC 33.

Le préambule souligne en outre que l'Examen du CIA met en relief les contributions du GIEC à l'amélioration de la compréhension des aspects scientifiques, techniques et socio-économiques du changement climatique, ainsi que l'engagement d'éminents scientifiques mondiaux et d'autres experts pour le processus d'évaluation solide. Pour terminer, il confirme que l'élaboration du RE5 se poursuit et mettra à profit la décision du GIEC sur les recommandations de l'Examen du CIA.

Dans le texte de sa décision sur la communication, le GIEC a:

- accepté la recommandation d'élaborer une stratégie de communication;
- pris note que la Stratégie précisera la portée et les objectifs de communication du GIEC, avec des directives claires sur l'autorité, la représentation et l'identification des porte-paroles, compte tenu des produits phares de l'organisation;
- mis sur pied un Groupe d'action pour superviser l'élaboration de la stratégie de communication; et
- demandé au groupe d'action de présenter la première ébauche de la Stratégie de communication au Bureau du GIEC à sa prochaine session en vue de l'adoption d'une décision à la GIEC 33.

Groupe d'action sur les communications: Le mandat du groupe d'action stipule que le groupe d'action, en tenant compte du travail d'examen scientifique fondamental, de la fonction d'évaluation du GIEC et de son caractère scientifique et intergouvernemental, supervise l'élaboration d'une stratégie de communication globale et concise qui:

- définit le champ d'application de la communication du GIEC, y compris sur (a) les résultats et les produits des évaluations, (b) les erreurs, les corrections et autres questions découlant des travaux du GIEC, et (c) l'amélioration de la compréhension des processus et de la gouvernance du GIEC;
- fournit des directives sur l'opportunité de développer des documents de communication équilibrés résultant des produits du GIEC qui ont été approuvés ou acceptés par le Groupe, et sur le contexte dans lequel ce matériel doit être développé;
- élabore un ensemble d'objectifs généraux pour la communication du GIEC, y compris son site Internet, en mettant l'accent sur les réponses transparentes, rapides et réfléchies, la neutralité politique et la pertinence pour les parties prenantes, et en reconnaissant la diversité des langues;
- identifie les publics et les parties prenantes ciblées;
- comprend les directives sur les personnes qui peuvent parler au nom du GIEC, les modalités et les circonstances dans lesquelles des porte-paroles autorisés pourront représenter l'organisation de manière appropriée, ainsi que les modalités pour l'autorisation des documents de communication; et
- traite tous conflits d'intérêts éventuels dans le domaine de la communication.

ADMISSION DES ORGANISATIONS OBSERVATRICES

La question des organisations observatrices (IPCC-XXXII/Doc.6) a été abordée le jeudi après-midi, et Renate Christ, la Secrétaire, a indiqué que huit demandes répondent aux exigences de la politique du GIEC sur les organisations observatrices: Humane Society International; New World Hope Organization; Transparency International; Commission préparatoire pour la création de l'agence internationale des énergies renouvelables; Institut international pour l'environnement et le développement; Ecology Center; GenderCC - Les femmes pour la justice climatique; et College of the Atlantic. Les délégués ont décidé à l'unanimité de les admettre en qualité d'organisations observatrices. La demande de l'Industrial Technology Research Institute soumise à la GIEC 30 est restée en suspens, en raison des réserves exprimées par la Chine.

RÈGLES ET PROCÉDURES POUR L'ÉLECTION DU BUREAU DU GIEC ET DU BUREAU DE TOUT GROUPE D'ACTION

Cette question (IPCC-XXXII/Doc.18) sera reprise par le Groupe à la GIEC 33, étant donné que certains éléments des règles et procédures peuvent être affectés par des actions entreprises dans le cadre des recommandations de l'Examen du CIA.

REMPLACEMENT DE MEMBRES DU BUREAU DU GIEC

Le mercredi matin, le président Pachauri a introduit la question du remplacement du vice-président Ogunlade Davidson (Sierra Leone) (IPCC-XXXII/Doc.19 et Add.1). Il a indiqué que la Sierra Leone avait proposé Ismail El Gizouli (Soudan). El Gizouli a été élu vice-président. Après l'élection du vice-président El Gizouli, le groupe régional africain a proposé Francis Yamba (Zambie) pour le poste de vice-président du GT III et il a été élu.

QUESTIONS RELATIVES A LA CCNUCC

Les délégués ont pris note des informations (IPCC-XXXII/INF.1) fournies par le Secrétariat de la CCNUCC sur les questions actuellement examinées par les organes subsidiaires de la CCNUCC.

AUTRES RAPPORTS D'ÉTAPE

RAPPORT SPECIAL SUR LES SOURCES D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'ATTENUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Edenhofer, co-président du GT III, a présenté un rapport d'étape (IPCC-XXXII/Doc.23) en soulignant que, aux fins de renforcer la cohérence entre les chapitres et la haute qualité du SRREN, les co-présidents du GT III, les membres du Bureau du GT III, les ACP et les AP présents à la dernière réunion des AP s'étaient accordés sur un projet d'organiser une réunion supplémentaire ciblée de trois jours. Il a déclaré que l'approbation de ce plan impliquerait le report de la session plénière d'approbation du GT III de fin février à la dernière semaine du mois d'avril ou première semaine de mai, mais que cela a été jugé nécessaire.

GROUPE D'ACTION SUR LES INVENTAIRES NATIONAUX DES GAZ À EFFET DE SERRE: La co-présidente du Bureau de TFI, Thelma Krug, a présenté un rapport sur les activités du TFI depuis la GIEC 31 (IPCC-XXXII/Doc.13). Elle a parlé de la série de réunions d'experts sur les sujets liés aux inventaires qui ont entraîné des problèmes

pour les compilateurs d'inventaires, et du travail en cours sur la Base de Données des Facteurs d'Émission et les logiciels pour les Lignes directrices 2006 du GIEC. Les prochaines réunions d'experts incluent les réunions sur: la surveillance des forêts et l'évaluation des stocks de carbone; les zones humides; et les développements d'inventaire en général. Elle a parlé d'un budget d'urgence par la tenue d'une réunion au cas où la CCNUCC demanderait de l'aide pour des questions spécifiques sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre.

PROGRAMME DE BOURSES DU GIEC: Renate Christ, la Secrétaire, a organisé une séance d'information sur le Programme de bourses d'études du GIEC (IPCC-XXXII/Doc.17) et a déclaré que le Fonds a fonctionné avec les intérêts et les contributions supplémentaires. Elle a indiqué que sur 2000 demandes, plus de 1000 ont rempli les conditions d'admissibilité et que la sélection scientifique et la collecte de fonds sont en cours. Elle a demandé le recrutement d'un membre du personnel pour le programme de bourses, soulignant le fait qu'elle a exprimé le besoin pour deux membres du personnel et espère que le Groupe acceptera d'en recruter un.

Les délégués ont examiné l'administration à long terme du programme, et certains ont suggéré de confier cette tâche à un organisme ayant une expertise en gestion des fonds de bourses d'études, plutôt qu'au GIEC. La Suisse a suggéré que l'UNITAR ou l'ONU pourrait assurer la gestion des fonds, même si entretemps, un nouveau membre du personnel pourrait rendre le programme opérationnel. Le Royaume-Uni a suggéré d'associer aussi le Système d'analyse, de recherche et de formation pour l'étude du changement global (START) et l'OMM.

Le président Pachauri a déclaré qu'il y a eu un certain dialogue entre la Fondation de l'ONU et l'ONU, mais que les frais généraux de l'UNITAR étaient élevés. Notant que le Fonds d'affectation spéciale est à court de financement, le représentant des États-Unis a déclaré que la gestion du fonds de bourses d'études nécessite un examen plus approfondi. Il a suggéré de considérer d'autres organisations spécialisées dans la gestion des bourses et des programmes, et a souligné que son maintien au sein du GIEC entraînerait un conflit d'intérêts. Il a ajouté que ce moment n'est pas indiqué pour envisager un nouveau recrutement dans le GIEC. L'Australie et le Royaume-Uni ont déclaré que le fonds doit être indépendant et ne doit pas avoir accès au Fonds d'affectation spéciale du GIEC.

Le Mali a souligné que les pays africains devraient être en mesure de bénéficier de ces programmes de bourse. Le Bangladesh et le Pakistan ont déclaré que le fonds devra contribuer à renforcer les capacités des pays en développement. Le Soudan a soutenu l'aide à une nouvelle génération de chercheurs et de scientifiques, des pays les moins avancés en particulier.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Le jeudi après-midi, les participants ont examiné la composition des quatre groupes d'action établis par le Groupe sur: la gouvernance et la gestion; les communications; les processus et les procédures; et les conflits d'intérêts. Le président Pachauri a donné lecture des noms des personnes et des co-présidents qui constitueront chaque groupe, et a demandé l'approbation du Groupe pour 25 déplacements dans le cadre des réunions du groupe d'action.

Le représentant des États-Unis, soutenu par l'Arabie Saoudite, les Pays-Bas et l'Allemagne, s'est opposé à cette approche, arguant qu'il faudrait sélectionner les pays et non pas les personnes pour chaque groupe, et que chaque groupe élira par la suite ses co-présidents, étant donné qu'il s'agit d'un processus mené par les gouvernements. L'Arabie Saoudite a déclaré que tout gouvernement qui souhaite faire partie de l'un des groupes doit pouvoir le faire. Le représentant des Pays-Bas a déclaré que, étant donné que les groupes envisageront des changements importants au sein du GIEC, il serait maladroit de la part du président de déterminer qui siège dans quels groupes et qui préside les groupes. Il a indiqué que cela peut donner au monde extérieur l'impression que le président cherche à influencer le processus et les résultats. L'Allemagne a déclaré que les groupes doivent être ouverts à tous, et le processus transparent.

Le président Pachauri a fait savoir qu'il a consulté la majorité de ceux qu'il avait désignés comme membres des groupes et qu'il est à la recherche d'un équilibre géographique. Il a également souligné que, aux fins de l'efficacité opérationnelle, les groupes de base ne devront pas être trop grands et que la téléconférence avec de grands groupes peut s'avérer inefficace, suggérant que le nombre idéal pourrait être dix ou moins. Il a demandé aux gouvernements de lever leur drapeau pour indiquer le groupe de leur choix. Étant donné la réaction enthousiaste de tous les groupes, le président Pachauri a demandé à l'approbation du budget pour 25 voyages pour les travaux des groupes d'action.

Le représentant de la Suisse a indiqué qu'il prend acte du fait que le Groupe ayant achevé le traitement de l'Examen du CIA, procède à la mise en œuvre des recommandations. Il a demandé au président d'envoyer une lettre au Secrétaire Général des Nations Unies au nom du Groupe, pour expliquer les mesures qui ont été prises afin d'améliorer ses procédures.

Pour terminer, le président Pachauri a déclaré que cette session a été l'une des plus difficiles. Il s'est félicité de l'excellente série de décisions et de conclusions, tant au niveau de l'esprit que du contenu, non seulement pour le GIEC, mais pour le monde extérieur. La Secrétaire du GIEC, Renate Christ a adressé ses remerciements à tous pour leur bon travail. La réunion a été close à 19h06.

ANALYSE DE GIEC-32

Le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Rajendra Pachauri, a rappelé lors de la séance plénière d'ouverture de lundi que le petit animal ressemblant à un chien, généralement connu sous le nom d'*Eohippus*, qui a vécu entre 45 à 60 millions d'années avant notre ère, est devenu le cheval que nous connaissons aujourd'hui. Il a utilisé cette analogie en parlant de la transformation du GIEC qui a évolué d'une institution peu connue avec un personnel de Secrétariat emprunté à ses organisations mères, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), pour devenir, tout juste 22 ans plus tard, un Lauréat du Prix Nobel de la Paix et la voix qui fait autorité dans le domaine de la science du changement climatique.

Alors qu'il était évident que le GIEC devait évoluer, les critiques exagérées du public au sujet de la découverte d'une poignée d'erreurs dans son quatrième rapport d'évaluation

(RE4) l'obligent à s'adapter plus rapidement. En mars 2010, le Secrétaire général de l'ONU et le président du GIEC ont sollicité le Conseil inter-académique (CIA) pour procéder à un examen indépendant des processus et des procédures du GIEC, qui a été publié en août. La réponse à cet examen a été le point le plus important de l'ordre du jour de la GIEC 32. Alors que certains délégués à la session insistaient qu'il était important de ne pas s'affoler et se laisser distraire des questions de fond de l'ordre du jour, d'autant plus que les erreurs constituent des gouttes dans l'océan de la preuve du changement climatique dans le RE4, la plupart se félicitaient de cette opportunité, en reconnaissant que les processus et procédures du GIEC nécessitent d'importantes améliorations.

Cette brève analyse porte sur ce qui a été réalisé au cours de cette session, avec un accent particulier sur les réponses du Groupe à l'Examen du CIA, et sur le travail de fond relatif au Cinquième Rapport d'Évaluation (RE5).

DE EOHIPPUS AU CHEVAL EN 22 ANS

Le GIEC est une organisation d'une complexité extraordinaire. Afin de fournir aux décideurs des évaluations équilibrées de l'état des connaissances sur les changements climatiques, des milliers de scientifiques du monde entier travaillent gracieusement comme auteurs, collaborateurs et correcteurs au sein de trois groupes de travail (GT) distincts, et entreprennent des évaluations de tous les aspects de la science du changement climatique dans des cycles qui durent environ six ans. Le résultat de leur travail commun est examiné par des représentants de 194 pays. Ce processus d'examen comprend l'analyse mot par mot pour approbation, d'un Résumé à l'attention des décideurs (SPM) pour chacun des GT. Pour aider chaque GT, une unité restreinte d'appui technique (UAT) est formée et chacune est basée dans un pays différent. Une autre équipe est constituée sous la supervision du président du GIEC et basée dans un autre pays, pour aider à la préparation du Rapport de synthèse (SYR) et de son SPM. Un secrétariat conjoint OMI-PNUE employant entre cinq et dix personnes constitue la seule unité opérationnelle qui demeure active entre les cycles d'évaluation.

Depuis sa création en 1988, le volume du travail de l'organisation a augmenté en même temps que celui de la science du changement climatique: du premier rapport d'évaluation en 1990 au plus récent en 2007, le nombre d'auteurs a triplé et la longueur des rapports a quadruplé. Environ 2 500 correcteurs ont produit approximativement 90 000 commentaires sur les 44 chapitres du RE4. Chaque commentaire est documenté sur un site Internet où il est aussi expliqué comment et pourquoi le commentaire a été ou n'a pas été incorporé dans la prochaine révision. Cette procédure a permis au CIA de retracer parmi les 90 000 commentaires trois observations identifiant l'erreur la plus tristement célèbre sur la fonte prématurée des glaciers de l'Himalaya.

Pourtant, en dépit de cette augmentation spectaculaire du volume de travail, l'ensemble de la structure de gestion du GIEC est resté inchangé. L'Examen du CIA a salué les réalisations du GIEC et a noté que, pour ce qui est des processus et des procédures, une application plus stricte des règles et des procédures existantes, et le renforcement de celles déjà en place, permettraient de résoudre une grande partie de ces problèmes. Cependant, le fait d'avoir exposé les erreurs a été, à bien des égards, une forme de bénédiction: les changements envisagés,

en particulier ceux liés à la gestion et à la gouvernance, n'auraient pas été considérés avec une telle urgence en d'autres circonstances.

RÉPONDRE AU CIA

Le résultat le plus important de la GIEC 32 a été sans doute l'adoption immédiate d'une politique pour encadrer la correction des erreurs. Grâce au bon travail effectué par certaines personnes bien avant la session, un Protocole pour le traitement des erreurs dans les rapports d'évaluation antérieurs a été accepté par le Groupe, en attendant les touches mineures de finalisation. Lors de la conférence de presse de clôture, le co-président du GT II, Chris Field, a déclaré qu'après son retour chez lui, il sera dans son bureau très tôt le matin pour recommencer le travail sur le traitement des erreurs. D'autres questions jugées importantes pour améliorer le processus de révision de l'évaluation ont également été approuvées lors de cette session et les recommandations seront immédiatement mises en œuvre ou sont déjà en cours de mise en œuvre, notamment: les directives sur le traitement de la littérature grise et de l'incertitude; et le renforcement du processus de révision, y compris le rôle des correcteurs. Cela permettra au Groupe de réduire au minimum les risques d'erreurs à l'avenir et, si et lorsqu'elles se produisent, de les traiter rapidement et définitivement.

Ces questions sur les procédures ont été sans doute traitées plus facilement par le Groupe, car elles impliquent des processus minutieux et méthodologiques déjà bien développés dans la science et sont moins politiques. Certaines des questions de gestion et de gouvernance sont cependant plus difficiles. Une question cruciale est déterminante pour le maintien de la crédibilité du GIEC: sa stratégie de communication. Bon nombre ont reconnu l'échec du Groupe à répondre de manière adéquate au public et son manque de transparence. L'élaboration et l'amélioration d'une stratégie de communication avait déjà été entamée. Toutefois, la nécessité de développer une telle stratégie a été amplifiée par une visibilité et un intérêt public accrus en raison d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels la révélation d'erreurs dans le RE4. Le CIA n'a fait que renforcer cette critique; il a constaté que la communication constitue une faiblesse majeure et a recommandé une stratégie qui met l'accent sur la transparence et la rapidité, incluant les directives sur les personnes habilitées à prendre la parole au nom du GIEC. Un groupe d'action sur la communication, mis sur pied à la GIEC 32, va entreprendre un examen plus approfondi de ces directives.

D'autres recommandations connexes portaient sur une restructuration de l'organisation avec, éventuellement, un nouveau directeur exécutif et un comité exécutif, pour apporter une réponse rapide aux questions émergentes au nom du Groupe d'experts entre les sessions, et assurer la supervision de la gestion. La résolution de ces types de questions nécessite plus de temps, car elles exigent un examen attentif, par exemple, un mandat permettant au comité exécutif d'agir au nom du Groupe, qui constitue une question politique plus délicate. Ces deux questions seront examinées par un autre groupe d'action qui devra présenter les résultats de ses travaux au GIEC lors de sa prochaine session au début de mai 2011.

Un autre défi connexe réside dans la nécessité d'améliorer la transparence et la gestion. Le fait que de nombreux participants estiment que la transparence et l'efficacité nécessitent beaucoup d'amélioration n'est pas un secret. Le CIA a recommandé un examen plus approfondi des domaines connexes, y compris

l'adoption d'une politique pour encadrer d'éventuels conflits d'intérêts, des précisions sur la sélection des participants aux réunions d'experts, des auteurs et autres, et la limitation de la durée du mandat pour les postes clés du Bureau. Ces mesures sont essentielles pour gagner la confiance du public et permettent d'assurer une crédibilité plus grande aux évaluations et à la science. Une autre question qui aidera à bâtir la confiance consiste à veiller à une plus grande participation des scientifiques des pays en développement, un problème bien reconnu et qui est sur la table du GIEC depuis longtemps.

EVOLUTION CONTINUE

Alors que les recommandations du CIA ont dominé cette session, le travail sur le RE5 se poursuivait aussi, en particulier sur le SYR. Continuer à assurer la solidité et l'objectivité du travail du Groupe et à veiller à l'évolution du processus d'évaluation du RE5 sont de la plus haute importance. À la GIEC 32, le Groupe a réussi à réviser l'ébauche du SYR du RE5, un processus par lequel les représentants gouvernementaux répondent aux propositions des scientifiques considéré comme un moyen de s'assurer que les résultats scientifiques paraissent pertinents pour les décideurs du monde entier.

Toutefois, certains travaux de fond liés au RE5 ont été reportés compte tenu du temps consacré au traitement des recommandations du CIA. L'une des questions les plus importantes qui a été reportée concernait l'élaboration du scénario, un processus critique, dans la mesure où il sous-tend le travail des trois GT et mérite un examen minutieux.

UN CHEVAL, UN RHINOCEROS OU UN TAPIR?

Confronté à un contexte aussi différent de celui dont il est originaire et contraint de s'adapter aux situations changeantes, la question est: comment l'Examen du CIA va-t-il influencer l'évolution du GIEC? La majorité convient que renforcer sa base scientifique et s'éloigner autant que possible de la politique constituent une solution. Le problème posé par cette solution est qu'aujourd'hui, la science du changement climatique appuie un processus politique qui est entièrement politique. Certains des scientifiques les plus en vue qui contribuent au Groupe ont attesté de cela, en citant des lettres de menaces et d'autres incidents malheureux. Dans tous les cas, plus de clarté sur la manière dont il va évoluer émergera à la GIEC 33 lorsque les groupes d'action présenteront leur rapport au Groupe.

Tous les participants à la GIEC 32 ont reconnu la nécessité de maintenir et de restaurer la réputation du GIEC comme la voix qui fait autorité dans le domaine de la science du climat. En fait, lorsqu'est venu le moment de constituer les différents groupes d'action pour traiter les recommandations du CIA, le résultat du vote à main levée a dépassé de loin les attentes du président et curieusement, un équilibre s'est formé spontanément entre pays développés et pays en développement.

À ce stade, il est difficile d'envisager ce à quoi ressemblera le GIEC au fil de son évolution. Différents résultats sont possibles, y compris: des évaluations à échelles plus réduites, plus précises, plus rapides, au fur et à mesure que le centre de l'action se déplace à des niveaux plus locaux; un accent plus grand sur «ce que le GIEC fait le mieux»; le renforcement du cycle d'évaluation traditionnel; et une plus grande importance au traitement des questions émergentes par le biais des rapports spéciaux et autres produits. Cependant, ces visions ne sont pas mutuellement exclusives. Tout comme *Eohippus* qui a évolué

pour devenir non seulement un cheval, mais aussi un rhinocéros et un tapir, les options pour le changement du GIEC sont nombreuses et dépendent surtout de la façon dont le GIEC réagit face à son environnement en mutation.

PROCHAINE RÉUNIONS

WG II – Troisième réunion des Auteurs principaux pour le Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les événements extrêmes:

Cette réunion, organisée par l'Organisation météorologique internationale (OMM), examinera les commentaires soumis à l'Examen des experts du Rapport spécial sur la gestion des risques de phénomènes extrêmes et des catastrophes pour faire progresser l'adaptation au changement climatique (SREX), qui a eu lieu du 26 Juillet au 20 septembre 2010. **dates:** du 25 au 28 octobre 2010 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Unité d'appui technique du Groupe de travail II du GIEC **téléphone:** +1-650-462-1047 **télécopieur:** +1-650-462-5968 **courriel:** tsu@ipcc-wg2.gov **internet:** <http://www.ipcc-wg2.gov/AR5/extremes-sr/index.html>

Conférence internationale de Delhi sur l'énergie renouvelable (DIREC): Il s'agira de la quatrième conférence mondiale au niveau ministériel sur l'énergie renouvelable. Elle se composera d'une réunion ministérielle, de réunions interentreprises et gouvernements-entreprises, d'événements parallèles, d'une foire commerciale et d'une exposition. **dates:** du 27 au 29 octobre 2010 **lieu:** New Delhi, Inde **contact:** Rajneesh Khattar, Secrétariat de DIREC **téléphone:** +91-98717-26762 **télécopieur:** +91-11-4279-5098/99 **courriel:** rajneeshk@eigroup.in **internet:** <http://direc2010.gov.in>

Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les changements climatiques: Cette réunion, parrainée par le Gouvernement des Pays-Bas, examinera les mesures concrètes pour établir un lien entre les politiques agricoles d'une part, et les réductions d'émissions et avantages de l'adaptation d'autre part. **dates:** du 31 octobre au 5 novembre 2010 **lieu:** La Haye, Pays-Bas **contact:** Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des Aliments des Pays-Bas **courriel:** agriculture2010@minlnv.nl **internet:** <http://www.afcconference.com/>

Atelier conjoint GT II / GT III - Réunion d'experts sur les scénarios socio-économiques pour l'impact du changement climatique et les évaluations de réponse:

Cette réunion rassemblera les communautés des scientifiques chargées de l'évaluation intégrée des impacts et de l'adaptation en vue de l'élaboration d'une stratégie commune pour le développement d'un scénario. **dates:** du 1^{er} au 3 novembre 2010 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** Groupe de travail II du GIEC sur l'Unité d'appui technique **téléphone:** 1-650-462-1047 **télécopieur:** 1-650-462-5968 **courriel:** tsu@ipcc-wg2.gov **internet:** <http://www.ipcc-wg2.gov/meetings/EMs/index.html#4>

Réunions du Fonds d'investissement climatique (FIC), Fonds d'affectation spéciale et du Sous-comité: Cette réunion parrainée par la Banque mondiale se tiendra à Washington, DC. **dates:** du 8 au 12 novembre 2010 **lieu:** Washington, DC **contact:** unité administrative du FIC **téléphone:** +1-202-458-1801 **courriel:** CIFAdminUnit@worldbank.org **internet:** <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/>

Vingt-deuxième Réunion des Parties au Protocole de Montréal (RdP 22): Cette réunion est prévue à Bangkok, Thaïlande en novembre 2010. **dates:** du 8 au 12 novembre 2010 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** Secrétariat de l'ozone **téléphone:** +254-20-762-3851 **télécopieur:** +254-20-762-4691 **courriel:** ozoneinfo@unep.org **internet:** <http://ozone.unep.org/>

Seizième Conférence des Parties à la CCNUCC et sixième Réunion des Parties au Protocole de Kyoto: Les 33e réunions du SBI et du SBSTA se tiendront parallèlement. **dates:** du 29 novembre 10 décembre 2010 **lieu:** Cancún, Mexique **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopieur:** +49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **internet:** <http://unfccc.int/>

GIEC-33: La 33e session du GIEC est prévue pour fin avril ou début mai. **dates:** à déterminer **lieu:** Émirats arabes unis **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208 / 54 / 84 **télécopieur:** +41-22-730-8025 / 13 **courriel:** IPCC-Sec@wmo.int **internet:** <http://www.ipcc.ch/>

GLOSSAIRE

AP	Auteur principal
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
ACP	Auteur coordonnateur principal
CIA	Conseil inter académique
ED	Équipe de direction
FTT	Équipe spéciale sur le financement
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GT	Groupe de travail
OMM	Organisation Météorologique mondiale
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RE5	Cinquième Rapport d'Évaluation
RE4	Quatrième Rapport d'Évaluation
SPM	Résumé à l'intention des décideurs
SREX	Rapport spécial sur la gestion des risques des phénomènes extrêmes et des catastrophes pour faire progresser l'adaptation au changement climatique
SRREN	Rapport spécial sur les sources d'énergies renouvelables
SYR	Rapport de synthèse
TFB	Bureau du TFI
TFI	Groupe de travail special sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
TdF	Termes de Référence
UAT	Unité d'appui technique